

L'importance économique du secteur financier suisse

Étude commanditée par l'Association
suisse des banquiers (ASB) et l'Association
suisse d'assurances ASA

Octobre 2016



Éditeur

BAK Basel Economics AG

Interlocuteurs

Martin Peters

Direction de projet

T +41 61 279 97 32, martin.peters@bakbasel.com

Michael Grass, Direction

Responsable du segment de marché Analyses d'impact

T +41 61 279 97 23, michael.grass@bakbasel.com

Rédaction

Michael Grass

Martin Peters

Copyright

Tout le contenu de la présente étude, en particulier les textes et les images, sont protégés par le droit d'auteur. Les droits d'auteur appartiennent à BAK Basel Economics AG. L'étude peut être citée avec mention de la source («Source: BAKBASEL»).

Copyright © 2016 by BAK Basel Economics AG

Tous droits réservés

Sommaire de gestion

L'intermédiation financière, une fonction infrastructurelle importante pour l'économie suisse

Une économie moderne est difficilement imaginable sans secteur financier, prérequis essentiel au fonctionnement efficace et efficient des activités économiques. En vertu de leur fonction d'intermédiaire, les banques et les assurances conditionnent l'existence même de nombreuses activités, par exemple, en finançant les investissements ou en assurant les risques. C'est ainsi que les banques ont octroyé en 2015 à l'économie suisse des crédits d'un montant égal à deux fois le produit intérieur brut (PIB). Les assurances vie privées ont géré des rentes et des sommes assurées également équivalentes au double du PIB. Les banques et les assurances assument ainsi un important rôle de catalyseur pour le reste de l'économie et pour la population, et consolident la rentabilité de l'ensemble de l'économie. De plus, les intermédiaires financiers assument des fonctions dont une économie moderne ne saurait guère se passer. C'est le cas par exemple du traitement du trafic des paiements ou de l'accumulation de capital.

Le secteur financier, pilier de l'économie suisse ...

Outre sa fonction infrastructurelle, le secteur financier contribue en soi largement aux performances économiques de la Suisse et à la prospérité du pays. En 2015, les entreprises du secteur financier ont généré quelque 60 milliards de CHF, soit un franc sur dix. Ce sont les banques (y compris les services financiers proches des banques) qui ont le plus contribué au résultat, avec quelque 32,0 milliards de CHF de valeur ajoutée, bien que la valeur ajoutée brute réelle des banques ait reculé (-0,9%) dans le contexte difficile de l'exercice 2015. Ont suivi les assurances (y compris les services financiers proches des assurances), avec 27,9 milliards de CHF. Pour ce faire, le secteur financier a représenté quelque 220 000 emplois (équivalents plein temps), soit près de 6 % des postes en Suisse.

La place financière suisse est très centrée sur la gestion de patrimoine. La banque privée classique jouit dans notre pays d'une importance particulière. Malgré quelques aléas, la Suisse a pu maintenir sa position de leader mondial de la gestion transfrontalière de patrimoine pour les clients particuliers. Les branches des assurances très investies dans la gestion de patrimoine, telles les assurances vie et les caisses de pensions, représentent elles aussi une part importante du secteur financier. La réassurance constitue un autre aspect exceptionnellement concentré et efficace du secteur financier suisse en comparaison internationale.

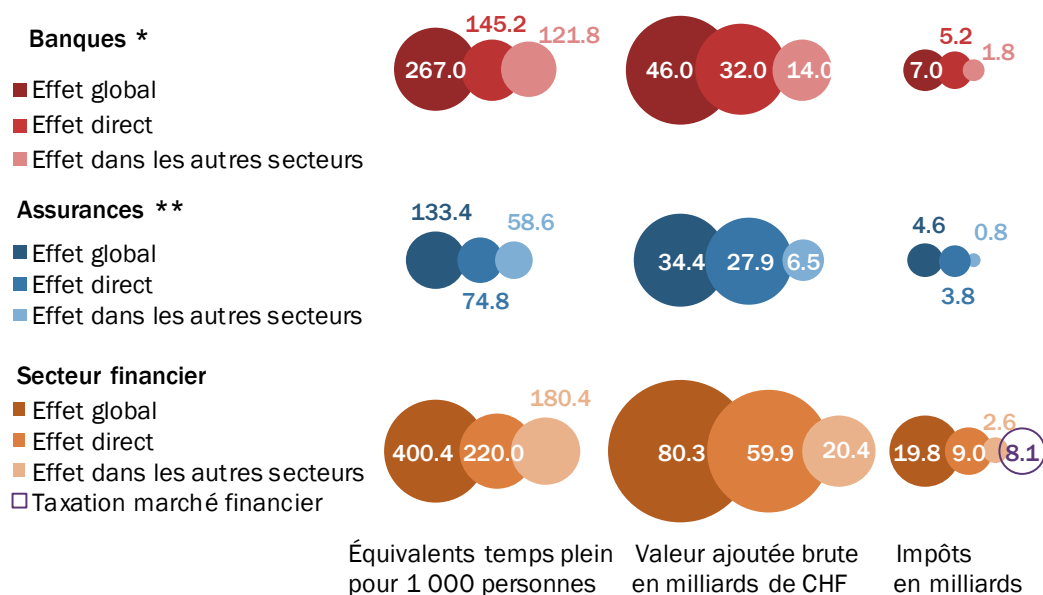
... dont bénéficient également des entreprises d'autres secteurs

Du fait de l'interdépendance économique, les entreprises suisses d'autres secteurs profitent elles aussi considérablement du succès des banques, des assurances et des autres entreprises de services financiers. D'une part, la demande en matière de prestations préalables d'autres secteurs suscite des effets indirects sur la valeur ajoutée. Il s'agit par exemple de cabinets de conseil, de sociétés fintech, de sociétés de services informatiques ou de cabinets d'audit et de révision. D'autre part, les revenus salariés des employés profitent également aux autres branches de l'économie suisse par le levier de la consommation privée.

Une analyse fondée sur des modèles pour évaluer l'impact macroéconomique montre qu'en 2015, l'activité économique du secteur financier a entraîné une valeur ajoutée totale de 80,3 milliards de CHF. Outre les 59,9 milliards de CHF de valeur ajoutée directe (part dans la valeur ajoutée brute de l'ensemble de la Suisse: 9,6%), le secteur financier génère en plus 20,4 milliards de CHF de valeur ajoutée dans d'autres secteurs. Au cumul, cela équivaut à environ 12,9 % de la valeur ajoutée brute de l'ensemble de l'économie, ainsi qu'à quelque 10,0 % de tous les emplois en Suisse (400 000 équivalents plein temps).

La Confédération, les cantons et les communes en profitent sous la forme de rentrées fiscales substantielles. En 2015, les recettes fiscales provenant des impôts directs sur les sociétés, des impôts sur les revenus, de la TVA sur les services financiers ainsi que des taxes sur les transactions financières (solde de l'impôt anticipé, droits de timbre) sont estimées à 19,8 milliards de CHF, soit 14,6 % des recettes fiscales totales de la Confédération, des cantons et des communes, ou 90% des dépenses totales de la Confédération pour la prévoyance sociale (22,0 milliards de CHF).

Importance économique et fiscale du secteur financier en 2015



Écarts d'arrondis possibles.

*Banques y compris les services proches des banques

**Assurances y compris les services proches des assurances

Source: BAKBASEL

Un important moteur de croissance des 20 dernières années

En matière de croissance également, le secteur financier a été l'un des secteurs les plus importants de l'économie suisse au cours des 20 dernières années, même si les deux crises financières du nouveau millénaire – l'éclatement de la bulle Internet (2000-2002) et la crise financière et de la dette (à partir de 2008) – ont nettement freiné son développement. Ces 20 dernières années, le secteur financier a contribué pour un bon sixième à la croissance de l'ensemble de l'économie. Seuls le commerce

(de gros et de détail) et le secteur public l'ont surclassé comme moteur de croissance.

Des perspectives intactes pour les dix prochaines années

Avec la crise financière et la crise de la dette, l'environnement de marché s'est dégradé dans le secteur. La concurrence accrue, la numérisation et les nouvelles réglementations accélèrent sa mutation structurelle. Etant donné que le franc fait office de valeur refuge stable, la demande ne cesse d'augmenter en ces temps troublés. Il en résulte une pression à la hausse sur le cours du franc. Conséquence du franc fort, les banques sont touchées par des pertes de change sur les valeurs en dépôt en devises dans l'important secteur de la gestion de fortune transfrontalière, ce qui a impacté négativement les produits des commissions. Les revenus en devises tirés des opérations internationales doivent être souvent mis en regard de dépenses en francs. Dans les volumes de crédits, on continue à observer une croissance stable, qui s'est néanmoins ralentie en 2015 et au premier semestre 2016. La pression exercée sur les marges d'intérêts devrait probablement se maintenir dans un premier temps. D'une manière générale, la valeur ajoutée des banques devrait à court terme connaître une croissance plus faible que celle de l'économie dans son ensemble. À moyen ou long terme, on peut supposer que les avancées en termes de numérisation et l'industrialisation du secteur bancaire entraîneront des gains de productivité et un plus grand succès commercial. De plus, une dynamique de croissance viendra de la croissance de l'économie en général et de la hausse de la fortune privée.

Les assureurs aussi sont actuellement touchés par le contexte économique difficile. Face à un environnement de taux bas, il est compliqué de trouver des possibilités de placements rentables sans prendre des risques excessifs. Les intérêts négatifs représentent également un facteur de coûts supplémentaire pour les assurances. Le coup de frein asséné à la croissance économique ne permet guère d'augmentation à court terme des salaires assurés et des paiements de primes qui y sont liés. Certes, les incertitudes pesant sur l'évolution de la prévoyance publique viennent renforcer les besoins en prévoyance privée, mais l'attractivité des assurances vie souffre de la faiblesse des intérêts. Dans le secteur de la réassurance en général, la concurrence accrue tire les prix vers le bas. En outre, bon nombre d'assureurs directs sont actuellement bien capitalisés et réduisent leur demande en matière de couverture de réassurance. Les réassureurs profitent toutefois de l'évolution des marchés de l'assurance dans les pays émergents. Les assurances aussi ont encore un retard à rattraper en matière de numérisation de procédures, qui devrait se traduire à moyen terme par des gains de productivité et offrir ainsi de nouvelles opportunités de croissance au secteur. Dans l'ensemble, les assurances devraient connaître à moyen et long terme une progression légèrement plus forte que l'ensemble de l'économie.

Ce sont probablement les autres services financiers qui afficheront la plus forte croissance au sein du secteur financier. Ils comprennent les prestataires proches des banques, tels que les négociants en valeurs mobilières et les gestionnaires de patrimoine indépendants, et les prestataires proches des assurances, tels que les courtiers en assurances. L'environnement actuel de taux bas et la hausse persistante des marchés boursiers renforcent la demande en faveur des prestations de cette branche. Les perspectives positives associées aux autres services financiers s'expliquent également par la numérisation croissante des banques et des assurances, les

progrès dans la standardisation des processus métier et les mouvements d'externalisation qui y sont liés.

Le potentiel de croissance à long terme de la valeur ajoutée du secteur financier dans son ensemble s'établit en moyenne à 2,1 % par an pour les dix années à venir. Ainsi, le secteur financier progresse plus fortement que l'ensemble de l'économie.

Table des matières

1	Introduction	7
2	Délimitation de la branche	8
3	La fonction infrastructurale du secteur financier pour l'économie	11
4	Importance économique directe du secteur financier suisse	13
4.1	Valeur ajoutée.....	13
4.2	Emploi.....	19
5	Importance du secteur financier pour les autres branches de l'économie suisse.....	21
5.1	Approche méthodologique	21
5.2	Résultats	22
5.2.1	Effets sur la valeur ajoutée	22
5.2.2	Effets sur l'emploi	23
6	Importance du secteur financier et du marché financier pour les recettes fiscales des pouvoirs publics	25
7	Perspectives pour le secteur financier suisse.....	27
7.1	Environnement économique.....	27
7.2	Prévisions conjoncturelles 2016/2017	32
7.3	Perspectives à l'horizon 2026	33
8	Résumé.....	36
9	Annexe.....	39

Table des illustrations

Fig. 4-1	Structure du secteur financier.....	14
Fig. 4-2	Évolution de la valeur ajoutée réelle.....	16
Fig. 4-3	Contribution à la croissance des branches du secteur financier.....	17
Fig. 4-4	Croissance de la valeur ajoutée du secteur financier en comparaison internationale.....	18
Fig. 4-5	Évolution du nombre d'emplois en équivalents plein temps dans le secteur financier.....	19
Fig. 5-1	Effets effectifs sur la valeur ajoutée 2015.....	22
Fig. 5-2	Effets effectifs sur l'emploi, en 1000 équivalents plein temps [EPT] 2015.....	24
Fig. 7-1	Primes encaissées par les assurances privées.....	28
Fig. 7-2	Volume de transactions boursières à la SIX Swiss Exchange.....	29
Fig. 7-3	Prévisions de valeur ajoutée réelle et du nombre d'emplois en équivalents plein temps dans le secteur financier.....	32
Fig. 8-1	Importance économique et fiscale du secteur financier en 2015.....	37

Répertoire des tableaux

Tab. 6-1	Effets fiscaux directs et indirects 2015 [milliards de CHF].....	26
Tab. 7-1	Moteurs de développement des banques.....	30
Tab. 7-2	Moteurs de développement des assurances.....	32
Tab. 7-3	Tendances du secteur financier.....	35
Tab. 8-1	Importance économique et fiscale du secteur financier en 2015.....	37
Tab. 9-1	Délimitation du secteur financier.....	39
Tab. 9-2	Structure du secteur financier.....	40
Tab. 9-3	Structure des banques.....	40
Tab. 9-4	Structure des assurances.....	41
Tab. 9-5	Structure des autres services financiers.....	41

1 Introduction

La présente étude est la quatrième édition d'une observation de l'importance du secteur financier dans l'économie suisse.

Par «secteur financier», on entend ici les banques, les assurances et les autres prestataires financiers, tels que les gestionnaires de patrimoine indépendants, les négociants en valeurs mobilières ou les courtiers en assurances.

L'importance supérieure sur le plan macroéconomique du secteur financier résulte du fait qu'il fait partie, au même titre que la branche des transports ou de l'énergie, de ces secteurs économiques clés qui endossent une fonction infrastructurelle pour l'ensemble de l'économie et la population et améliorent l'efficacité du reste de l'économie.

Les banques garantissent par exemple l'approvisionnement monétaire ou le trafic des paiements. Sans l'intervention des assurances, les sinistres représenteraient des menaces dévastatrices voire existentielles. Pour ces raisons, il va de soi qu'un secteur financier opérationnel revêt une importance vitale pour l'infrastructure économique d'un pays.

Outre ces effets catalyseurs orientés vers l'offre, les activités des entreprises du secteur financier produisent aussi des effets économiques directs dans le circuit économique. Ces effets sont au cœur de la présente étude et comprennent, d'une part, la performance économique propre du secteur financier, et d'autre part les effets sur la valeur ajoutée et l'emploi qui se produisent dans des entreprises d'autres branches du fait de l'interdépendance économique.

L'analyse est complétée par une rétrospective sur l'évolution du secteur financier au cours des 20 dernières années, ainsi que par un tour d'horizon des perspectives pour les dix prochaines années.

2 Délimitation de la branche

Délimitation dans la statistique économique

C'est la délimitation de branche selon la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA)¹ qui est utilisée dans cette étude (cf. Tab. 9-1 en annexe).

Sont rattachés à la notion de Banques, outre les établissements de crédit classiques, toute une série de segments plus ou moins apparentés. En font partie par exemple les holdings financiers, les autres holdings, les fonds fiduciaires, les autres fonds et établissements financiers similaires, les établissements de crédit bail (leasing financier), les établissements de crédit spécialisés, les sociétés d'investissement, les activités de trésorerie au sein d'un groupe d'entreprises, de même que la Banque Nationale Suisse.

Les assurances incluent, outre les assurances privées (assurances vie, assurances dommages et réassurance), également les caisses de pensions, la SUVA, les caisses-maladie obligatoires, de même que les établissements cantonaux d'assurance, mais pas les assurances sociales (AVS, AI, caisse de chômage).

Intégration de la mutation structurelle dans la statistique publique

La place financière suisse se trouve en pleine mutation structurelle et stratégique. Cette mutation est due aux modifications intervenues dans l'environnement réglementaire suite à la crise économique et financière et à la crise de la dette, à la numérisation, à l'industrialisation et l'intensification de la pression concurrentielle. En outre, de nombreuses entreprises proposant des solutions technologiques pertinentes et innovantes pour le secteur financier ont vu le jour ces dernières années. Ces sociétés sont généralement regroupées sous le concept générique de fintech (abréviation de technologie financière) (voir définition ci-dessous).

Les innovations financières désignées par la notion de fintech recouvrent des parties très différentes de la chaîne de création de valeur des entreprises du secteur financier. Tandis que certaines innovations fintech visent à traiter des processus internes de façon plus efficace, d'autres s'accompagnent de modèles économiques entièrement inédits. Si l'on se place sur le plan de la statistique économique, les premières se classent plutôt dans le domaine des prestations préalables et se traduiraient par une augmentation du taux de consommation intermédiaire (dans la mesure où les prestations ne sont pas fournies par les établissements financiers eux-mêmes). En effet, on peut noter une hausse significative du taux de consommation intermédiaire, qui passe de 39,4 % en 2008 à 47,7 % en 2015, dans le compte de production de l'Office fédéral de la statistique pour la branche «Services financiers».

En revanche, les innovations financières qui permettent de dégager directement des bénéfices sur le marché et remplacent ainsi en partie des services classiques du secteur financier, devraient relever du secteur financier au sens économique, même s'il s'agit chez les fournisseurs stricto sensu de sociétés informatiques.

¹ La NOGA 2008 (Nomenclature Générale des Activités économiques) est une nomenclature des activités économiques qui classent les entreprises dans diverses branches.

Il n'existe pas de catégorie NOGA proprement «Fintech». Les sociétés fintech de cette catégorie devraient se retrouver pour partie dans les branches «Programmation, conseil et autres activités informatiques» et «Services d'information», et pour partie sous «Autres services financiers». Il est tout à fait possible que la valeur ajoutée du secteur financier ne soit pas pleinement appréhendée ou qu'elle soit sous-estimée dans la statistique officielle².

Définition: Fintech

Le concept de fintech désigne des solutions logicielles pour les produits, services ou processus du secteur financier, qui viennent améliorer, compléter les offres existantes et/ou proposer des solutions en totale rupture avec celles-ci. Cette définition plutôt large montre que la notion de fintech abrite tout un ensemble disparate d'innovations.

Exemples d'application:

- Gestion automatisée d'investissements et d'actifs: solutions logicielles qui fournissent, sur la base d'algorithmes, des recommandations automatisées de gestion de portefeuilles (par exemple via la technique robo-advisor).
- Big Data Analytics: désigne dans le contexte de l'entreprise l'évaluation de mégadonnées, de données complexes, et/ou de données peu structurées, dans le but d'en déduire des informations pertinentes pour l'activité commerciale.
- Crowdfunding/-lending: plates-formes en ligne sur lesquelles un large public finance un projet ou des particuliers peuvent se prêter mutuellement de l'argent.
- Plates-formes de distribution et de comparaison en ligne: plates-formes qui comparent des produits et services d'une branche donnée ou d'un champ d'activité donné selon divers critères (comme le prix, la qualité) et/ou qui commercialisent ces produits et services auprès de clients finaux.
- Personal Finance Management: logiciel permettant à un client de gérer ses finances au quotidien et d'avoir une vue d'ensemble de ses positions auprès d'un prestataire financier.
- Smart Contracts: protocoles informatiques qui représentent et/ou vérifient automatiquement les contrats.
- Transactions via blockchain: le blockchain est un registre décentralisé permettant la gestion automatisée de données de transactions, sans nécessiter l'intervention d'une instance centrale (par ex. une chambre de compensation).

Même s'il est indéniable que les sociétés fintech auront une influence sur le secteur financier, il est pour lors encore difficile de prévoir quelle sera son ampleur et si cela entraînera d'importants déplacements de rupture. Dans ce contexte, la propension des clients à faire confiance à de jeunes sociétés fintech sur les questions d'argent sera l'un des facteurs déterminants. À ce jour, ce sont les prestataires financiers éta-

² Les prestations préalables fournies aux entreprises du secteur financier par des sociétés fintech qui ne relèvent pas du secteur financier entrent néanmoins dans les prestations préalables et sont ainsi intégrées dans l'analyse de la valeur ajoutée générée indirectement par le secteur financier.

blis qui ont accès au client et qui sont de ce fait avantagés. Étant donné qu'il règne la plupart du temps des relations commerciales à long terme dans la finance, rien ne permet de pronostiquer qu'il y aura une tendance massive à se détourner des prestataires financiers classiques au profit des sociétés fintech. C'est ce qui ressort aussi d'une enquête d'EY réalisée auprès de 120 banques:³ 70 % des institutions sondées ne considèrent pas que les développements observés dans le secteur fintech viennent menacer leur modèle économique. Seuls 27 % partent du principe que l'ère du numérique va révolutionner en profondeur la finance. Actuellement, il existe des raisons de penser que la Suisse s'inscrit davantage dans une dynamique de collaboration entre les sociétés fintech et les banques que dans un rapport de concurrence à proprement parler. Nombreuses sont les banques qui travaillent avec des start-ups et des prestataires fintech déjà établis et développent conjointement des solutions numériques.

³ EY, «Baromètre des banques 2016»
<http://www.ey.com/ch/fr/newsroom/news-releases/ey-barometre-des-banques-ey-2016-recentrage-sur-le-metier-de-base>

3 La fonction infrastructurelle du secteur financier pour l'économie

Le secteur financier est une composante centrale de toute économie. Il fournit des capitaux à la société et à l'économie et assume des risques. Ce rôle encourage le développement économique et permet les investissements qui ne pourraient pas avoir lieu sans les prestations des intermédiaires financiers ou seulement au prix de frais de transaction beaucoup plus élevés.

Le système financier: marchés financiers et intermédiaires financiers

Font partie du système financier toutes les institutions et systèmes qui apportent des prestations financières à une économie. Il inclut les marchés financiers (marché monétaire, marché des capitaux et marché des devises) et les intermédiaires financiers (banques, assurances, etc.). Les fonctions centrales du système financier sont la fonction d'allocation et la fonction d'assurance ou de diversification.

Alors que les marchés financiers forment la base, les intermédiaires financiers servent avant tout à simplifier la coordination des flux financiers et la réduction du risque lié à la cession de moyens financiers, ainsi que de divers autres risques. Le service central des intermédiaires financiers est donc la prestation de transformation entre les différents besoins de chaque acteur concernant le montant (transformation de la taille du lot), le délai (transformation du délai) et les risques encourus (transformation des risques).

La fonction de financement et de couverture des risques permet l'activité économique

La performance d'une économie est nettement augmentée et consolidée par un système financier opérationnel et des intermédiaires financiers efficaces. Les investissements sont rendus possibles par le capital mis à disposition par les intermédiaires financiers et par la prise de risques. Les assurances offrent un meilleur horizon de planification aux ménages et aux entreprises et leur assurent une stabilité financière en les protégeant des dépenses et/ou des pertes de revenus attendues ou inattendues. Ainsi, en cas de sinistre, des investissements de remplacement sont envisageables.

Sans intermédiaires financiers, bon nombre d'opérations et d'activités économiques ainsi financées ou assurées ne seraient pas réalisables ou uniquement au prix de frais de transaction beaucoup plus élevés. En assumant cette fonction d'intermédiaire, les banques et les assurances autorisent l'existence même de nombreuses activités et endossent ainsi une importante fonction de catalyseur pour le reste de l'économie et pour la population.

Même si l'importance économique des effets catalyseurs est indéniable, on ne peut guère quantifier, sans devoir par exemple émettre une hypothèse, à quoi ressemblerait l'économie suisse dans un hypothétique scénario contrefactuel (sans intermédiaires financiers). Néanmoins, les statistiques disponibles sur l'utilisation de l'inter-

médiation financière laissent bien deviner l'importance élevée de ce rôle de catalyseur:

- Les banques soutiennent les ménages privés (principalement dans le cadre du financement immobilier). En juillet 2016, les lignes de crédits accordées aux ménages privés s'élevaient à 818,2 milliards de CHF.
- Les entreprises aussi se voient allouer des moyens financiers considérables par les banques. En juillet 2016, les lignes de crédits accordées à l'économie s'élevaient à 527,2 milliards de CHF.
- Au total, les lignes de crédits nationales octroyées par les banques suisses s'établissent à un niveau qui équivaut à plus du double du produit intérieur brut de la Suisse. Le volume de crédit effectivement mis à disposition (utilisé) correspond à 1,7 fois le PIB de la Suisse.
- Les assurances vie privées ont géré en 2015 des sommes assurées et des rentes pour un montant de 1 318,5 milliards de CHF, soit à nouveau près du double du PIB suisse.
- En outre, les assureurs suisses (sans la sécurité sociale obligatoire) ont effectué en 2015 des versements à hauteur de 44,8 milliards de CHF. Ces derniers ont en grande partie été réinjectés dans le circuit économique.

Le rôle de conseil accroît l'efficacité économique

Les intermédiaires financiers aident les entreprises à se financer, à évaluer les risques et à élaborer des solutions viables. Il s'agit par exemple de différentes formes d'apport de capitaux, de transfert et de couverture des risques, de gestion de patrimoine, de solutions de prévoyance pour le personnel, de soutien en cas de fusion et de reprise ou de succession.

La transformation des risques permet l'effet pionnier

Les intermédiaires financiers permettent aux acteurs économiques d'effectuer des activités qui n'auraient pas pu être entreprises auparavant compte tenu des risques élevés encourus. Ils libèrent des capacités qui deviennent disponibles pour la prise de nouveaux risques. C'est cette libération du potentiel entrepreneurial par une assurance qu'on appelle «effet pionnier».

Dans une analyse agrégée, cet effet influence la préférence en matière de risques de l'ensemble de l'économie. Les effets de la diversification des risques jouent également en faveur de cette influence. Au final, la capacité de chacun à s'assurer contre les risques augmente la capacité d'initiative de l'économie dans son ensemble, ce qui se répercute sur l'activité d'investissement et d'innovation de toute l'économie.

4 Importance économique directe du secteur financier suisse

Le secteur financier fait partie des secteurs les plus importants de l'économie suisse. Un franc de valeur ajoutée sur dix est créé directement dans le secteur financier. Dans le canton de Zurich, il s'agit même de plus d'un franc sur cinq. Ce sont des valeurs très élevées en comparaison internationale. En matière de croissance, le secteur financier a été l'un des moteurs les plus puissants de l'économie suisse sur les deux dernières décennies; et ce, malgré les conséquences considérables que l'éclatement de la bulle Internet et la crise financière et économique du nouveau millénaire ont eues sur l'évolution du secteur.

4.1 Valeur ajoutée

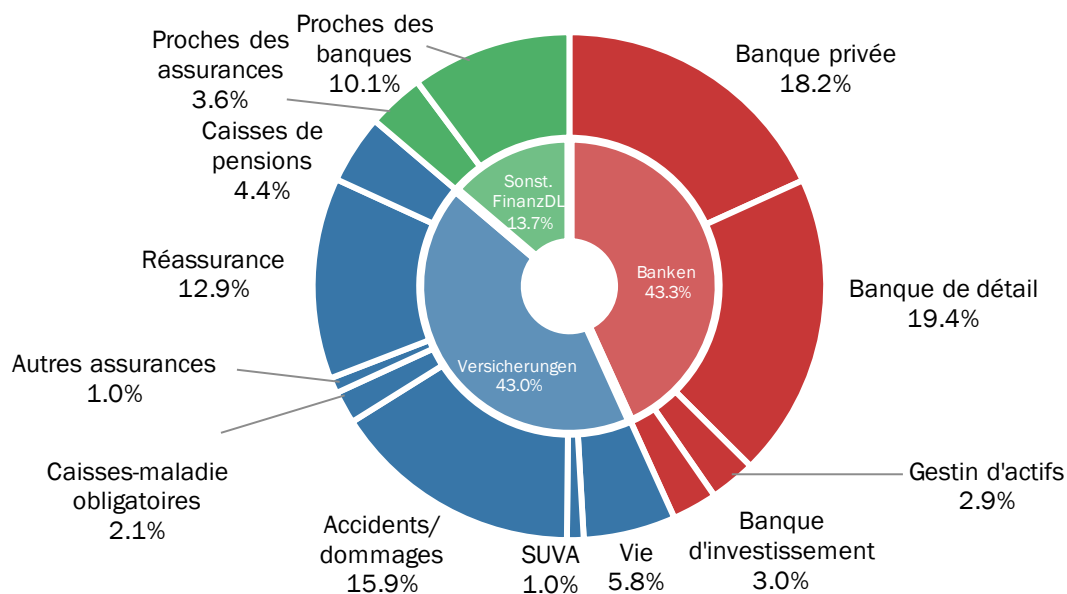
En 2015, le secteur financier a produit près de 59,9 milliards de CHF de valeur ajoutée brute. Près d'un franc sur dix du PIB suisse a été ainsi généré dans le secteur financier. Si cette part a baissé depuis la crise financière, le secteur financier reste néanmoins l'un des principaux agrégats suisses. Seuls le secteur public (18,9 %) et le commerce (14,5 %) le dépassent en importance dans l'ensemble de l'économie.

Structure

Avec 25,9 milliards de CHF, soit 43,3 %, les banques ont généré en 2015 la plus grande part de la valeur ajoutée brute du secteur financier. Avec 25,8 milliards de CHF, les assurances ont fait progresser leur part à désormais 43,0 %. Avec les services proches des banques, les banques ont réalisé en 2015 une valeur ajoutée brute nominale de 32,0 milliards de CHF. Pour les assurances, la valeur ajoutée s'est élevée à 27,9 milliards de CHF en incluant les services proches des assurances.

La place financière suisse est très centrée sur la gestion de patrimoine (cf. Fig. 4-1). La banque privée, qui propose des services bancaires spécialisés pour des clients particuliers fortunés, a généré en 2015 près d'un cinquième de la valeur ajoutée brute du secteur financier. La gestion d'actifs opérée par les banques a contribué pour 2,9 autres pour cent. Les assurances vie et les caisses de pensions, deux branches de l'assurance comportant une forte part de gestion de patrimoine, ont contribué pour respectivement 5,8 % et 4,4 % à la valeur ajoutée du secteur financier.

Fig. 4-1 Structure du secteur financier



Écarts d'arrondis possibles.

Part des branches dans la valeur ajoutée brute nominale du secteur financier, en %, 2015;

Proches des banques = bourses de valeurs mobilières/marchandises; négoce de valeurs mobilières/marchandises, direction de fonds, gestion de fonds;

Proches des assurances = évaluation des risques/dommages, courtiers en assurances, caisses de compensation

Source: BAKBASEL

La banque de détail a réussi à accroître sa part dans le secteur bancaire dans les années qui ont suivi la crise financière. Ceci s'explique par le fait que d'autres effets positifs sont venus en partie interférer dans les conséquences de la crise financière dans la banque de détail (hausse de la demande hypothécaire, croissance démographique). En 2015, la banque de détail représentait un bon cinquième du secteur financier.

A contrario, l'importance de la banque d'investissement, mesurée à l'aune de sa part dans la valeur ajoutée brute du secteur financier, est plutôt réduite et a de nouveau légèrement reculé suite à la crise financière et économique. Cette tendance reflète la stratégie actuelle des banques de ne pas suivre ce segment de façon expansionniste. De plus, les conditions cadres régissant ce secteur d'activité, qu'elles soient réglementaires (prescriptions renforcées en matière de capital) ou spécifiquement fiscales (par ex. droits de timbre) constituent un facteur limitant. Cependant, en tant que service aux clients, la banque d'investissement remplit une fonction essentielle pour l'ensemble de l'économie, notamment en donnant aux clients accès aux investisseurs nationaux et internationaux. Dans le domaine «Mergers & Acquisitions», les banques d'investissement ont soutenu et conseillé les entreprises dans leurs opérations de fusion ou d'acquisition, lesquelles s'accompagnent d'effets de synergie et par conséquent d'une hausse de la productivité. Du point de vue économique, la banque d'investissement peut agir ainsi comme catalyseur du développement économique.

En matière d'assurances, on a pu observer en particulier deux évolutions au cours des années passées. Premièrement, la part de la réassurance a nettement augmenté. Les nouvelles implantations de sociétés de réassurance, qui se sont multipliées au cours des dernières années, y ont largement contribué. Deuxièmement, on note

un recul de la part des assureurs vie, qui offrent des rendements moins attractifs du point de vue des clients dans le contexte actuel de taux bas.

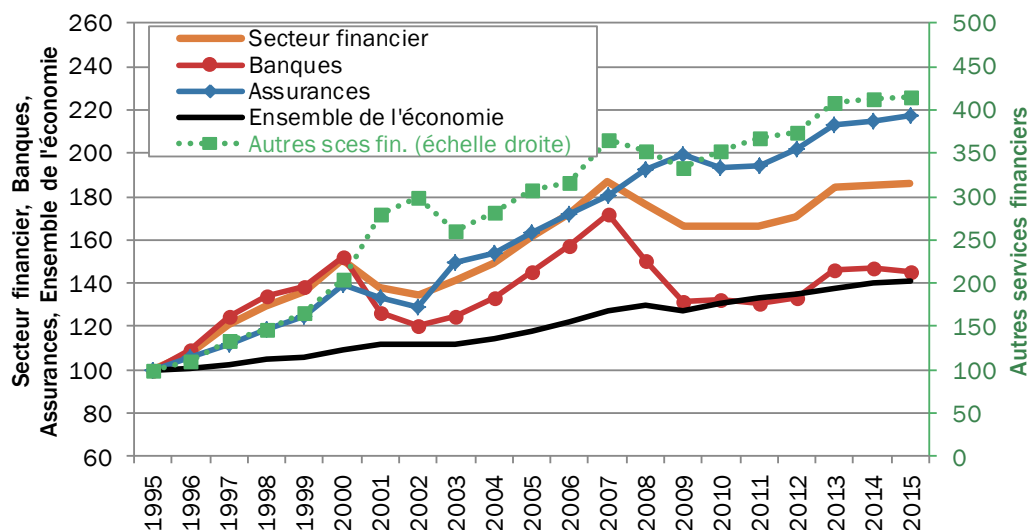
Les autres services financiers comprennent les prestataires proches des banques, tels que les négociants en valeurs mobilières et les gestionnaires de patrimoine indépendants, et les prestataires proches des assurances, tels que les courtiers en assurances. Ensemble, ces deux segments ont apporté une valeur ajoutée brute de 8,2 milliards de CHF en 2015 selon les nouvelles estimations de BAKBASEL. Cela correspond à 13,7 % de l'ensemble du secteur financier.⁴

⁴ Compte tenu des révisions des données, les estimations établies durant les années antérieures pour les autres services financiers ne sont pas strictement comparables avec ces valeurs.

Évolution sur les 20 dernières années

La Fig. 4-2 montre l'évolution de la valeur ajoutée brute réelle du secteur financier et de ses branches ainsi que celle de l'économie dans son ensemble au cours des 20 dernières années.

Fig. 4-2 Évolution de la valeur ajoutée réelle



Valeur ajoutée brute réelle, indice 1995 = 100
Source: BAKBASEL

Sur les 20 années sous revue, le secteur financier a enregistré une progression nettement plus forte que l'ensemble de l'économie. Alors que l'ensemble de l'économie était en hausse de 41,2 % en 2015 par rapport à 20 années en arrière (+1,7 % p.a.), le secteur financier a quant à lui progressé de 85,8 % (+ 3,1 % p.a.) au cours de la même période. Si l'éclatement de la bulle Internet en 2000 tout comme la crise économique et financière se reflètent dans l'évolution de la valeur ajoutée des sous-secteurs du secteur financier, on note cependant de nettes différences quant à l'ampleur de l'impact. Les assurances et les autres services financiers ont été moins fortement touchés que les banques.

En ce qui concerne l'évolution à long terme aussi, les branches offrent un tableau contrasté. La valeur ajoutée brute réelle du secteur des assurances a plus que doublé entre 1995 et 2015. En moyenne, l'assurance a progressé de 4,0 % par an. Le secteur bancaire a progressé plus lentement et a grossi de 45,4 % entre 1995 et 2015, en termes de valeur ajoutée brute réelle. Pour autant, sa croissance a été plus rapide que celle de l'ensemble de l'économie (banques: +1,8 % p.a.; ensemble de l'économie: +1,7 % p.a.). Le repli de la valeur ajoutée entre 2007 et 2009 a largement freiné les banques dans leur expansion. Le redressement ne s'est engagé qu'à partir de 2012. Mais la valeur ajoutée brute réelle des banques continue d'être inférieure à son niveau d'avant la crise.

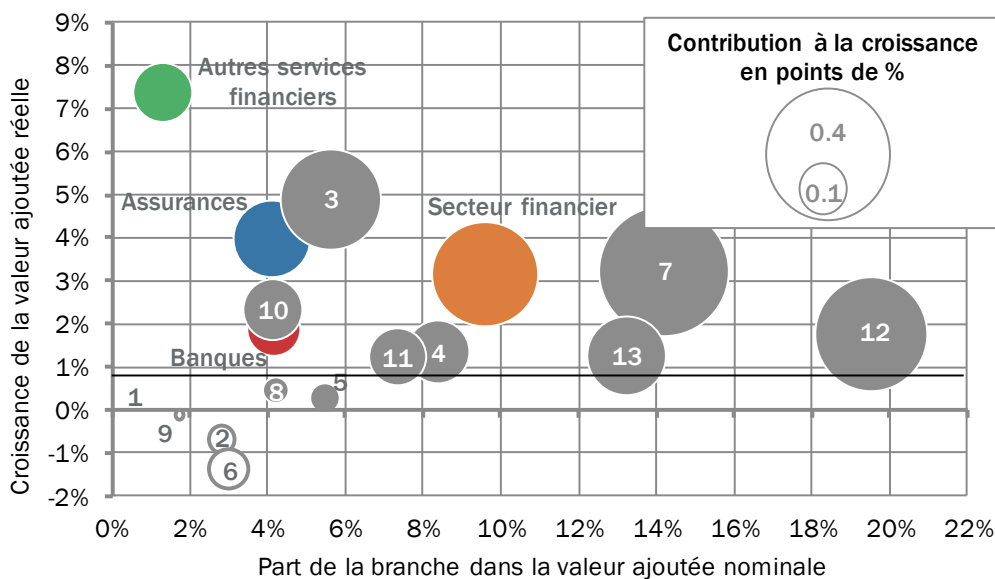
L'expansion des autres services financiers est encore plus impressionnante que l'évolution des assurances. Entre 1995 et 2015, leur valeur ajoutée brute réelle a progressé en moyenne de 7,4 % par an. Cette croissance rapide des autres services financiers a été favorisée par diverses impulsions. D'une part, la branche a fortement profité du déploiement de la numérisation, par exemple avec l'introduction de la

bourse électronique en 1995 et l'apparition en force de nouveaux instruments financiers complexes. D'autre part, la branche a su profiter des mouvements d'externalisation des assurances (par exemple activités de courtier) et des banques (par exemple gestionnaires de patrimoine indépendants et fonds). Les gestionnaires de patrimoine externes ont justement enregistré une croissance des actifs gérés largement supérieure à la moyenne par rapport à la croissance générale des actifs dans les dépôts des clients.

Contribution à la croissance de l'ensemble de l'économie

La dynamique contrastée des trois branches du secteur financier et leur influence sur le développement de l'ensemble de l'économie sont illustrées dans la figure 4-3. L'axe horizontal représente l'importance (part dans l'ensemble de l'économie) tandis que l'axe vertical illustre la croissance des diverses branches. La taille des cercles reflète la contribution des branches à la croissance de l'ensemble de l'économie entre 1995 et 2015. La contribution à la croissance peut être calculée approximativement par le produit de la croissance de la valeur ajoutée et de la part dans l'ensemble de l'économie.

Fig. 4-3 Contribution à la croissance des branches du secteur financier



Axe horizontal: part de la branche dans la valeur ajoutée nominale de l'ensemble de l'économie en 2015 en %,
 Axe vertical: croissance annuelle moyenne de la valeur ajoutée brute réelle 1995-2015 en %,
 Contribution à la croissance 1995-2015 en points de %; ligne noire = croissance de l'ensemble de l'économie
 1 = agriculture, sylviculture, chasse; 2 = biens de consommation; 3 = pétro-pharma-chimie; 4 = biens d'équipement;
 5 = bâtiment; 6 = autre sect. secondaire; 7 = commerce; 8 = transport et stockage; 9 = hôtellerie; 10 = information, communication; 11 = services aux entreprises; 12 = services publics; 13 = autre sect. tertiaire
 Source: BAKBASEL

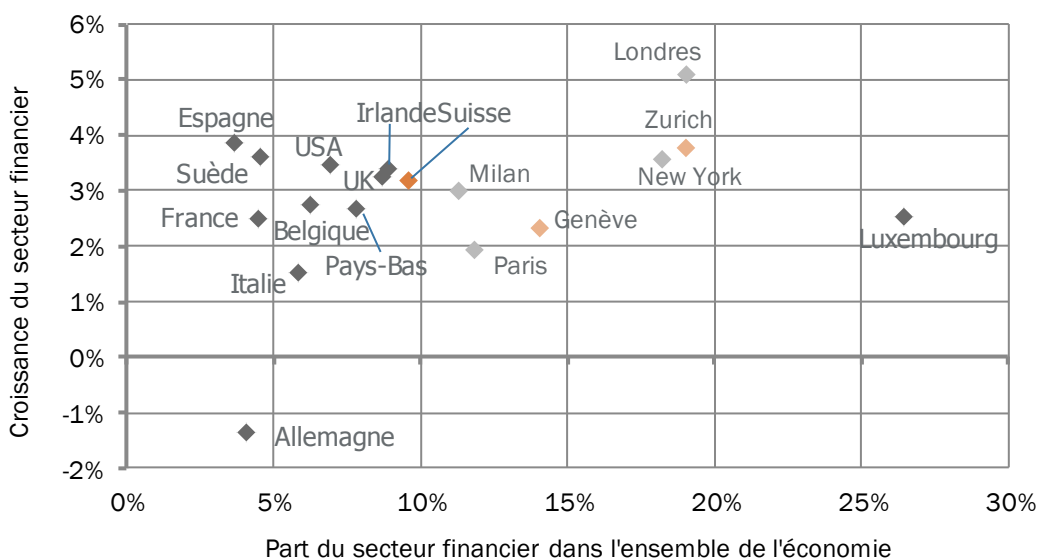
Au cours des 20 dernières années, le secteur financier a généré en moyenne 0,3 point de pourcentage par an ou 17,3 % de la croissance de l'économie suisse globale. En matière de contribution à la croissance également, le secteur financier se classe ainsi parmi les secteurs les plus importants de l'économie suisse. Seuls le commerce (de gros et de détail) (part de 26,5 % dans la croissance de l'ensemble de l'économie) et le secteur public (19,8%) ont apporté une contribution à la croissance de l'ensemble de l'économie supérieure à celle du secteur financier. En 2015, la va-

leur ajoutée brute du secteur financier a stagné (+ 0,2 %). C'est pourquoi il n'a pas pu contribuer de façon notable à la croissance de l'ensemble de l'économie cette année.

Comparaison internationale

Si l'on considère sa part dans l'ensemble de l'économie, le secteur financier suisse fait toujours partie des plus importants au monde (cf. Fig. 4-4). L'une des raisons de cette part supérieure à la moyenne en comparaison internationale tient à la forte vocation historiquement exportatrice du secteur financier suisse, qui se reflète dans les excellents chiffres de la gestion de patrimoine internationale. D'après les estimations du Boston Consulting Group, la Suisse reste en 2015 la principale destination du capital offshore: environ un quart de la fortune mondiale est géré en Suisse⁵. Malgré l'assouplissement progressif du secret bancaire et l'accès limité au marché des pays de l'UE, la Suisse a ainsi réussi à maintenir sa position. Le secteur financier suisse a également su profiter de la croissance des actifs dans les pays asiatiques, même si c'est dans une moindre mesure que les places financières de Singapour et Hongkong: selon le Boston Consulting Group, ces dernières enregistreront à l'avenir une croissance des actifs sous gestion plus rapide que celle de la Suisse. La place de Zurich avant tout jouit d'une position confortable dans la réassurance mondiale. D'après les estimations de Morgan Stanley, près d'un dixième des opérations mondiales de réassurance est traité à Zurich. Zurich occupe ainsi le premier rang, devant les Bermudes et Londres.

Fig. 4-4 Croissance de la valeur ajoutée du secteur financier en comparaison internationale



Axe vertical: croissance annuelle moyenne de la valeur ajoutée brute réelle 1995-2015 en %,
Axe horizontal: part dans la valeur ajoutée nominale de l'ensemble de l'économie régionale 2015 en %
Points clairs: villes, Points foncés: pays
Source: BAKBASEL

Au cours des deux dernières décennies, le secteur financier suisse a enregistré une croissance de la valeur ajoutée réelle de 3,2 % par an en moyenne, ce qui le place en milieu de peloton des pays représentés sur la Fig. 4-4. Dans la plupart de ces pays (neuf sur douze), le secteur financier a présenté des taux de croissance annuels

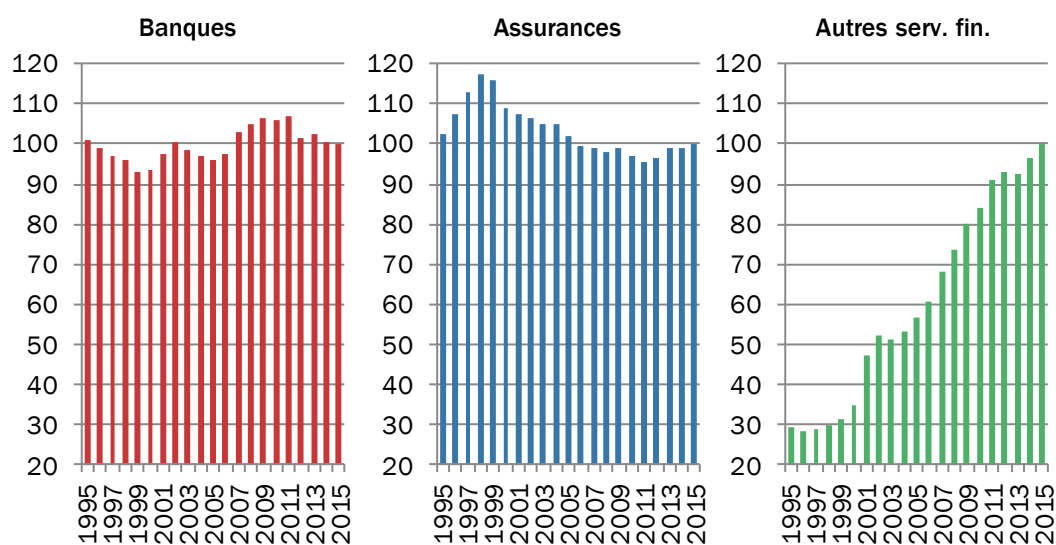
⁵ The Boston Consulting Group; «Global Wealth 2016: Navigating the New Client Landscape».

moyens situés entre 2,5 et 3,5 %. La comparaison des diverses places financières fait ressortir la forte performance de la place financière de Zurich, qui a progressé au rythme moyen de 3,8 % par an, soit un développement plus dynamique que les centres financiers de Genève, Milan, Paris, New York et que le secteur financier suisse dans son ensemble. Seule la place de Londres a connu une expansion plus rapide au cours de la même période (+ 5,2 % p.a.).

4.2 Emploi

En 2015, on a dénombré près de 220 000 postes en équivalents plein temps (EPT) dans l'ensemble du secteur financier. Malgré une nouvelle diminution du nombre de postes (cf. Fig. 4-5), les banques pèsent toujours pour 53,5 % des postes, soit environ 118 000 équivalents plein temps⁶. La part des emplois bancaires en équivalents plein temps dans le total du secteur financier est donc plus importante que la part de valeur ajoutée (43,3%). C'est le contraire dans les assurances. Elles employaient 24,1 % du secteur financier, soit 52 919 équivalents plein temps, alors que la part de valeur ajoutée de l'assurance dans le secteur financier s'élevait à 43,0 %. En 2015, les autres services financiers représentaient quelque 49 300 emplois en équivalents plein temps, soit 22,4 % du total du secteur financier, pour une part de valeur ajoutée de 13,7 %.

Fig. 4-5 Évolution du nombre d'emplois en équivalents plein temps dans le secteur financier



1995-2015, indice 2015=100
Source: BAKBASEL

Productivité

Chez les assurances, une partie importante des activités nécessitant beaucoup de personnel, telles que le courtage, a déjà été externalisée vers d'autres branches, alors que les banques assurent elles-mêmes les services nécessitant beaucoup de personnel, tels que l'accueil au guichet ou le conseil. C'est l'une des raisons pour

⁶ Le nombre d'employés présenté dans cette étude pour les banques diffère de la statistique de la BNS en ce qui concerne la délimitation et la méthode de recensement. D'après la statistique de la BNS, les banques suisses employaient environ 103 000 équivalents plein temps en 2015.

laquelle la productivité par employé (valeur ajoutée par employé) est dans l'ensemble supérieure dans les assurances à celle relevée dans les banques.

En matière de productivité horaire (valeur ajoutée par heure travaillée) aussi, les assurances présentent les valeurs les plus élevées du secteur financier. En 2015, 233,8 CHF de valeur ajoutée par heure travaillée ont été générés dans les assurances. C'est plus du triple de ce que génère une heure en moyenne dans l'ensemble de l'économie (79,2 CHF).

Avec 116,6 CHF/heure, la productivité horaire des banques s'élevait en 2015 à pratiquement une fois et demie la moyenne de l'ensemble de l'économie. Néanmoins, elle s'est fortement réduite dans les années qui ont suivi la crise financière. En 2007, elle se montait encore à plus de 160 CHF, soit plus du double de la moyenne de l'ensemble de l'économie. Suite à la crise financière, les revenus et la valeur ajoutée des banques ont fortement décliné. Étant donné que les effectifs et les heures de travail n'ont pas été réduits dans les mêmes proportions, la productivité accuse également un recul.

Les assurances en revanche ont été bien moins touchées par la crise financière et ont su rapidement retrouver le chemin d'une belle croissance. De plus, les effectifs ont été continuellement réduits entre 1999 et 2011. En conséquence, le cumul des heures travaillées dans les assurances a aussi baissé, d'où une hausse considérable de la productivité horaire.

La principale explication de la productivité horaire accrue dans les assurances est l'intensité capitalistique de ce secteur. Plus un poste de travail présente une forte intensité capitalistique, plus sa productivité a aussi tendance à être élevée. La valeur élevée des placements due à des garanties d'assurance de longue durée contribue à l'intensité capitalistique des assurances. Les placements font également augmenter les actifs des assurances.

En 2015, le nombre de postes en équivalents plein temps du secteur financier a légèrement augmenté (+ 0,8 %). À cet égard, les suppressions de postes dans les banques (-0,5 %) ont été pratiquement compensées par les hausses d'effectifs dans les assurances (+1,1 %). Les autres services financiers ont enregistré une nette augmentation de leurs postes en équivalents plein temps (+3,7 %).

Il faut dire que le secteur des autres services financiers a tiré profit des externalisations opérées par les assurances et les banques. On peut supposer que la numérisation et les progrès de la standardisation des processus métier ont donné des impulsions à ce sujet. En outre, de nombreuses entreprises se sont créées ces dernières années, proposant des services financiers innovants ou des solutions techniques pertinentes pour le secteur financier. Il s'agit pour la plupart de sociétés dites fintech, qui doivent relever de la branche des autres services financiers.

Sur la période 1995-2015, le nombre d'emplois en équivalents plein temps s'est développé dans le secteur financier (croissance annuelle moyenne: +0,81 %) à un rythme pratiquement identique à celui de l'ensemble de l'économie (+0,83 %).

5 Importance du secteur financier pour les autres branches de l'économie suisse

Le secteur financier tient une part importante dans les performances de l'ensemble de l'économie et contribue ainsi en soi significativement à la prospérité suisse. Cependant, le poids économique du secteur financier dans le cycle conjoncturel ne se manifeste pas uniquement dans sa valeur ajoutée et dans le nombre d'emplois. L'importance économique effective du secteur financier est sous-estimée du fait d'une telle approche purement partielle. D'une part, la demande du secteur financier en matière de prestations préalables d'autres secteurs suscite d'autres effets sur la valeur ajoutée. D'autre part, les revenus des travailleurs du secteur financier bénéficient également à d'autres branches de l'économie suisse sous la forme de dépenses de consommation privée des employés. L'analyse d'impact macroéconomique montre que pour trois francs de valeur ajoutée dans le secteur financier, on trouve un franc supplémentaire de valeur ajoutée dans des entreprises d'autres branches.

5.1 Approche méthodologique

En 2015, les entreprises du secteur financier suisse ont acheté auprès d'autres entreprises des biens et services à hauteur de 44,6 milliards de CHF pour réaliser leurs prestations. L'interdépendance au sein du secteur financier est considérable. En moyenne, les prestataires financiers et les assurances ont acheté seulement 45,8 % de leurs prestations préalables auprès d'entreprises hors secteur financier. Il s'agit par exemple de cabinets de conseil, de sociétés de services informatiques ou de cabinets d'audit et de révision. De plus, beaucoup de fournisseurs suisses de biens et services de consommation profitent du pouvoir d'achat des employés du secteur financier.

Par ailleurs, les places financières internationalisées telles que Zurich et Genève recrutent leur personnel à l'étranger. Cette immigration profite à des branches de l'économie qui se concentrent sur les services aux expatriés (travailleurs détachés temporairement en Suisse) ou aux nouveaux arrivants permanents (relocation, aide à la recherche d'un logement, vente/location d'immobilier, conseil fiscal, fourniture de permis de travail, services d'intégration tels que les cours de langue, etc.). De plus, le personnel international est très demandeur d'écoles internationales, de professeurs particuliers et d'au-pairs.

La présente analyse d'impact tient expressément compte de ces réflexions, en procédant, au moyen d'un modèle d'impact macroéconomique, à une intégration verticale tout au long du processus de production. On obtient ainsi une quantification de l'importance effective du secteur financier pour l'économie suisse. Par exemple, on tient compte du fait que de nombreuses entreprises du secteur des services aux entreprises (services informatiques, conseils, etc.) font partie du cluster de services des places financières suisses. Une partie de la valeur ajoutée brute générée dans ces entreprises provient de la demande en services du secteur financier.

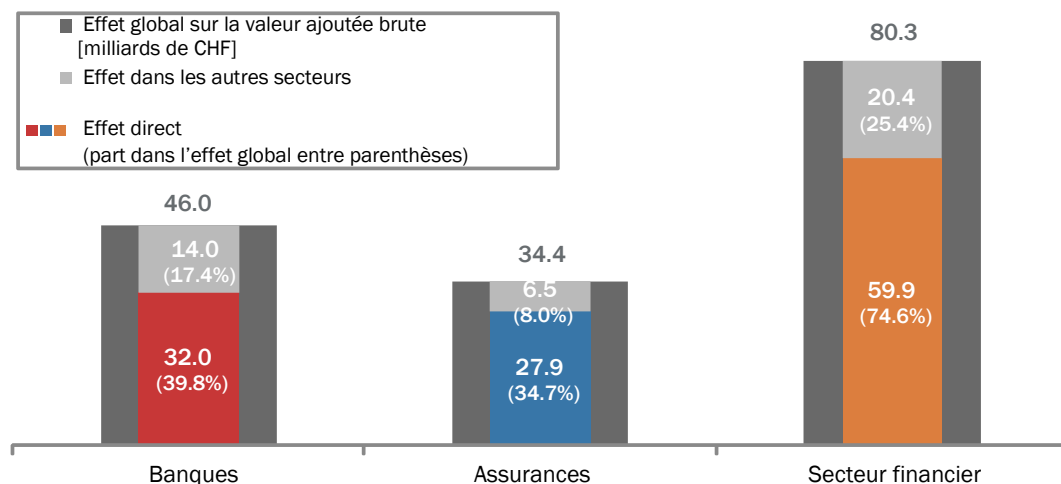
Mais d'autres prestations préalables, comme les prestations de construction nécessaires au secteur financier génèrent également ailleurs – dans le secteur de la construction – de la valeur ajoutée ou des emplois supplémentaires. De leur côté, les branches fournisseuses achètent elles aussi des biens et services à d'autres entreprises, ce qui génère ici aussi de la valeur ajoutée en plus.

5.2 Résultats

5.2.1 Effets sur la valeur ajoutée

En 2015, le secteur financier a produit 59,9 milliards de CHF de valeur ajoutée brute, soit une part de 9,6 % dans la performance économique globale de la Suisse. Ainsi, environ un franc de valeur ajoutée sur dix en Suisse est créé directement dans le secteur financier. Avec environ 32,0 milliards de CHF de valeur ajoutée, les banques (y compris les services proches de banques) ont généré 5,1 % de la valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie suisse, les assurances (y compris les services financiers proches des assurances) 4,5 % avec quelque 27,9 milliards de CHF de valeur ajoutée.

Fig. 5-1 Effets effectifs sur la valeur ajoutée 2015



Écarts d'arrondis possibles.

Banques* y compris les services proches des banques (par ex. gestionnaires de patrimoine indépendants, négociants en valeurs mobilières)

Assurances** y compris les services proches des assurances (par ex. courtiers en assurances)

Source: BAKBASEL

Ensemble, les banques et les assurances ont dépensé 44,6 milliards de CHF pour l'achat de prestations préalables en 2015. Outre la demande en prestations préalables, la demande de consommation des employés du secteur financier a également déclenché des flux de demande dans le commerce et l'artisanat locaux. En 2015, la somme des salaires et traitements bruts du secteur financier s'élevait à 31,1 milliards de CHF.

La demande en prestations préalables et en consommation des employés profite à des entreprises hors secteur financier sous la forme d'une valeur ajoutée brute de 20,4 milliards de CHF. À titre de comparaison, le PIB du canton de Bâle-Campagne a

atteint en 2015 une valeur de quelque 19 milliards de CHF; la valeur ajoutée de l'industrie suisse des biens de consommation est du même ordre de grandeur.

Pour chaque franc de valeur ajoutée dans le secteur financier, ce sont 33 centimes de valeur ajoutée qui sont créés en plus dans des entreprises d'autres secteurs de l'économie suisse, par des effets de second rang induits par le secteur financier. Les effets effectifs sur la valeur ajoutée du secteur financier s'élevaient ainsi en 2015 à 80,3 milliards de CHF. Ce sont ainsi 12,9 % de la valeur ajoutée brute de l'ensemble de l'économie suisse qui sont imputables directement ou indirectement à l'activité économique du secteur financier.

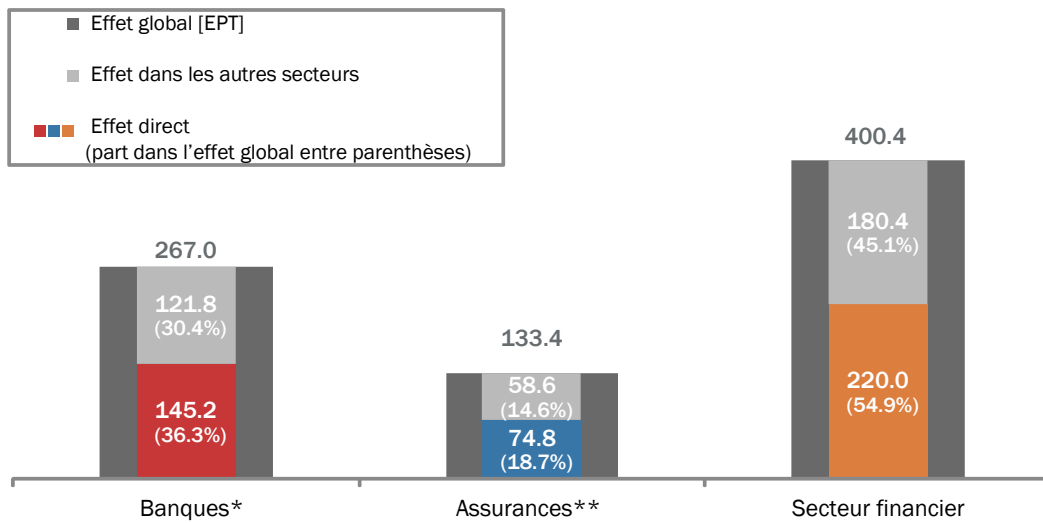
5.2.2 Effets sur l'emploi

En 2015, quelque 255 000 personnes étaient employées par le secteur financier. En tenant compte du système de temps partiel, cela équivaut à 220 000 postes en équivalents plein temps. Du fait de la demande en prestations préalables des établissements financiers et de la demande de consommation de leurs employés, nombre de postes de travail sont de surcroît indirectement liés à l'activité économique du secteur financier.

Étant donné que l'ensemble du processus de création de valeur implique une grande part de services nécessitant beaucoup de personnel en tant que prestations préalables et que les secteurs de l'économie nécessitant beaucoup de personnel ont également tendance à profiter de la consommation des employés (commerce et artisanat), d'importants effets indirects sur l'emploi sont liés à l'activité des entreprises du secteur financier. Les effets globaux (directs et indirects) sur l'emploi sont environ deux fois plus élevés que l'emploi dans le secteur financier même et s'élèvent à quelque 506 000 personnes. Exprimés en équivalents plein temps, les effets sur l'emploi s'établissent à quelque 400 000 postes de travail, soit une part de 10,0 % du nombre de postes de travail de l'ensemble de l'économie.

À chaque actif employé dans le secteur financier est liée de manière indirecte une personne supplémentaire dans des entreprises d'autres secteurs. Le coefficient multiplicateur de l'emploi s'élève ainsi à 2.0 (rapporté aux personnes; rapporté aux EPT: 1,8). Ainsi, le coefficient multiplicateur de l'emploi est nettement supérieur à celui de la valeur ajoutée (1,3). Ceci s'explique par la productivité supérieure à la moyenne du secteur financier par rapport aux autres secteurs impliqués dans le processus de création de valeur.

Fig. 5-2 Effets effectifs sur l'emploi, en 1000 équivalents plein temps [EPT] 2015



Écarts d'arrondis possibles.

Effet sur l'emploi en équivalents temps plein. Banques* y compris les services proches des banques (par ex. gestionnaires de patrimoine indépendants, négociants en valeurs mobilières). Assurances** y compris les services proches des assurances (par ex. courtiers en assurances)

Source: BAKBASEL

6 Importance du secteur financier et du marché financier pour les recettes fiscales des pouvoirs publics

L'importance fiscale du secteur financier et du marché financier vient d'une part de ce que les revenus et bénéfices liés aux effets de valeur ajoutée sont soumis à l'imposition directe de la Confédération, des cantons et des communes. D'autre part, la Confédération lève des impôts indirects sur les transactions financières et l'achat de services financiers.

Imposition directe des personnes physiques et morales

Avec l'imposition des revenus et bénéfices, qui sont directement liés à l'activité économique des institutions financières, la Confédération, les cantons et les communes ont levé en 2015 des recettes fiscales estimées à 9,0 milliards de CHF. C'est l'impôt sur le revenu des employés qui y contribue majoritairement.

Si l'on tient compte des effets fiscaux produits indirectement via les effets sur la valeur ajoutée dans d'autres secteurs, l'effet fiscal total de la production des services financiers est estimé à 11,6 milliards de CHF. À titre de comparaison, les dépenses de la Confédération pour les champs d'analyse «Formation et recherche» et «Défense nationale» s'élevaient ensemble à 11,3 milliards de CHF en 2015.

Imposition indirecte des services financiers

Aux effets fiscaux produits par l'activité économique des institutions financières viennent s'ajouter d'autres effets fiscaux liés à l'imposition indirecte des services financiers ou des transactions financières.

Dans les banques, cela concerne la TVA sur les services bancaires (2,5 milliards de CHF) ainsi que les droits de timbre (droit de timbre d'émission et de négociation; 1,3 milliard de CHF) et l'impôt anticipé (3,6 milliards de CHF) sur les transactions conclues par les clients à une banque.

Dans les assurances, ce sont surtout les droits de timbre qui pèsent dans le budget. En 2015, les recettes fiscales du timbre d'assurance se sont élevées à 710,9 millions de CHF. De plus, les services d'assurances sont largement grevés par la «taxe occulte»⁷, qui n'est pas prise en compte dans la présente analyse.

En 2015, l'imposition indirecte des services financiers a généré des recettes fiscales estimées à 8,1 milliards de CHF au total, soit l'équivalent du budget pour financer la totalité des dépenses fédérales pour le transport (8,3 milliards de CHF) en 2015.

⁷ La taxe occulte provient surtout des recettes exclues de la TVA. Comme l'impôt préalable ne peut pas être déduit de ces recettes, une taxe occulte pèse sur les charges de biens et services nécessaires à la réalisation de ces recettes.

Effet fiscal global

L'effet fiscal global lié aux services financiers et transactions financières est ainsi estimé à 19,8 milliards de CHF en 2015, soit 14,6 % des recettes fiscales totales de la Confédération, des cantons et des communes, ou une grande partie des dépenses totales de la Confédération pour la prévoyance sociale (22,0 milliards de CHF).

Tab. 6-1 Effets fiscaux directs et indirects 2015 [milliards de CHF]

	Banques*	Assurances **	Secteur financier
Impôts concernant le secteur financier	7.0	4.6	11.6
Effet direct (1)	5.2	3.8	9.0
Effet dans les autres secteurs (2)	1.8	0.8	2.6
Impôts concernant le marché financier			8.1
TVA (3)			2.5
Impôt anticipé (4)			3.6
Droits de timbre (5)			2.0
Effet fiscal global			19.8

Écarts d'arrondis possibles.

Définition des secteurs:

Banques* y compris les services proches des banques (par ex. gestionnaires de patrimoine indépendants, négociants en valeurs mobilières).

Assurances** y compris les services proches des assurances (par ex. courtiers en assurances)

Remarques:

- (1) Sur la base des estimations de BAKBASEL, de même que des données de l'ASB sur les banques et des informations de la FINMA (compte de profits et pertes des assurances privées)
- (2) Estimations de BAKBASEL
- (3) Sur la base de la statistique de la TVA pour les entreprises du secteur des services financiers 2013, extrapolation pour 2015
- (4) Part des banques selon les estimations de l'ASB. Se rapporte à l'impôt anticipé non réclamé sur les transactions confiées par les clients à une banque.
- (5) Part des banques (1,3 milliard de CHF) selon les estimations de l'ASB. Se rapporte aux droits de timbre sur les propres transactions et sur les transactions confiées par les clients à une banque

Sources: ASB, FINMA, AFC, AFF, BAKBASEL

7 Perspectives pour le secteur financier suisse

Important facteur économique jusqu'à présent, le secteur financier apportera, à l'avenir également, une contribution essentielle à la prospérité en Suisse. À court terme, le secteur financier est confronté aux défis que constituent le franc fort, le contexte de taux bas et le taux négatif appliqué aux avoirs en comptes de virement à la BNS. La pression sur les marges est élevée et exacerbée par l'intensification de la concurrence. De plus, la mise en œuvre de la réglementation s'accompagne de coûts supplémentaires. Ces facteurs viennent réduire la rentabilité des entreprises qui sont dans le même temps appelées à consentir de lourds investissements dans les nouvelles technologies. Mais à long terme, les impulsions positives des gains d'efficacité prendront le dessus.

7.1 Environnement économique

Le secteur financier suisse continue à évoluer dans un contexte difficile, marqué notamment par le faible niveau des intérêts, le taux négatif appliqué aux avoirs en comptes de virement à la BNS et un cours du franc qui désavantage les opérations réalisées avec l'étranger. La mise en œuvre des ajustements réglementaires se traduit par un facteur de coûts supplémentaire.

En même temps que la suppression du cours plancher du franc face à l'euro, la BNS a décidé le 15 janvier 2015 de baisser de 0,5 autre point de pourcentage le taux appliqué aux avoirs en comptes de virement, lequel s'établit depuis à -0,75 %. La marge de fluctuation du Libor à 3 mois a été fixée entre -1,25 % et -0,25 %. Il n'a pas été touché à cette décision depuis lors. En outre, la Banque nationale suisse se voit toujours obligée de contrer, par le rachat de devises, une appréciation encore plus forte du franc. La politique monétaire reste expansionniste dans un avenir prévisible.

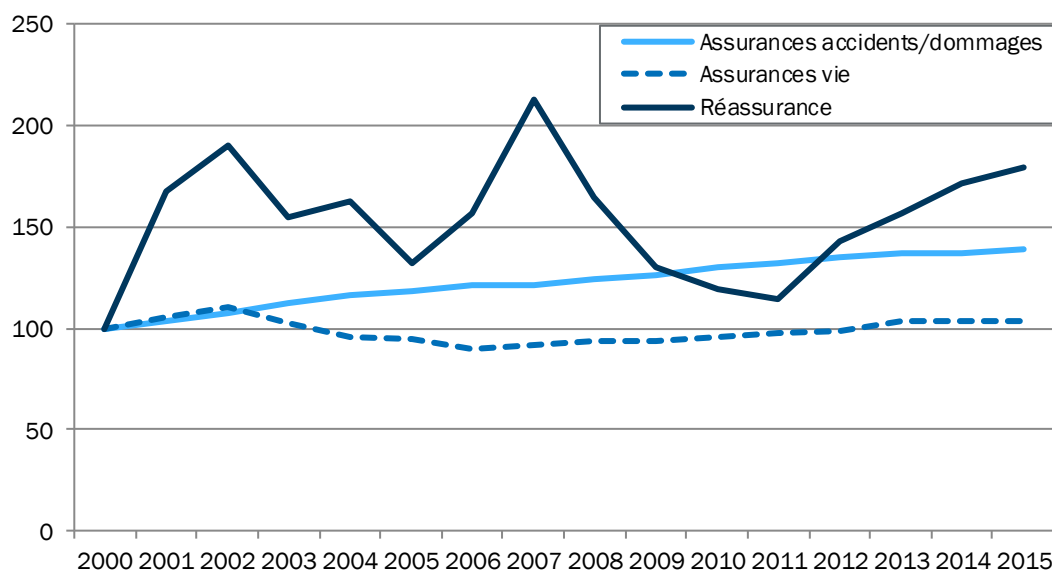
En mai 2016, la situation du taux de change du point de vue des entreprises exportatrices suisses a semblé s'améliorer. Le cours franc-euro s'est établi entre 1,10 et 1,11 CHF pour 1 EUR. Avec la décision des Britanniques de quitter l'Union Européenne, le franc a néanmoins une nouvelle fois subi des pressions à la hausse. À ceci vient s'ajouter le fait qu'un changement de cap de la politique monétaire de la BNS est devenu plus improbable dans un avenir prévisible.

Les assurances sont également concernées par le contexte actuel en matière de taux d'intérêt, en particulier les assurances vie et les caisses de pensions, qui placent environ la moitié des actifs gérés dans des placements à taux fixe. Les garanties d'intérêts sur des anciens produits d'assurance vie fixés à long terme viennent grever le succès commercial et la valeur ajoutée. De plus, les salaires assurés n'ont guère augmenté, ce qui a entravé la dynamique des paiements de primes. Certes, les incertitudes pesant sur l'évolution de la prévoyance publique viennent renforcer les besoins en prévoyance privée, mais la faiblesse des taux d'intérêt la rend moins attractive pour bien des clients.

Par rapport à l'année précédente, les primes encaissées par les assurances vie suisses ont stagné en 2015 (+0,0%) (cf. Fig. 7-1). Les primes encaissées par les as-

surances dommages ont légèrement augmenté en 2015 (+1,2 %). Même si les réassureurs n'ont pas complètement réussi à maintenir la formidable dynamique de croissance des primes des années précédentes (2012: +25,5 %, 2013: +9,7%, 2014: +9.0), celles-ci ont néanmoins continué à progresser fortement (+4.7 %).

Fig. 7-1 Primes encaissées par les assurances privées



Primes brutes comptabilisées, activités suisses, assurances privées, 2000-2015, indice 2000=100
Source: FINMA

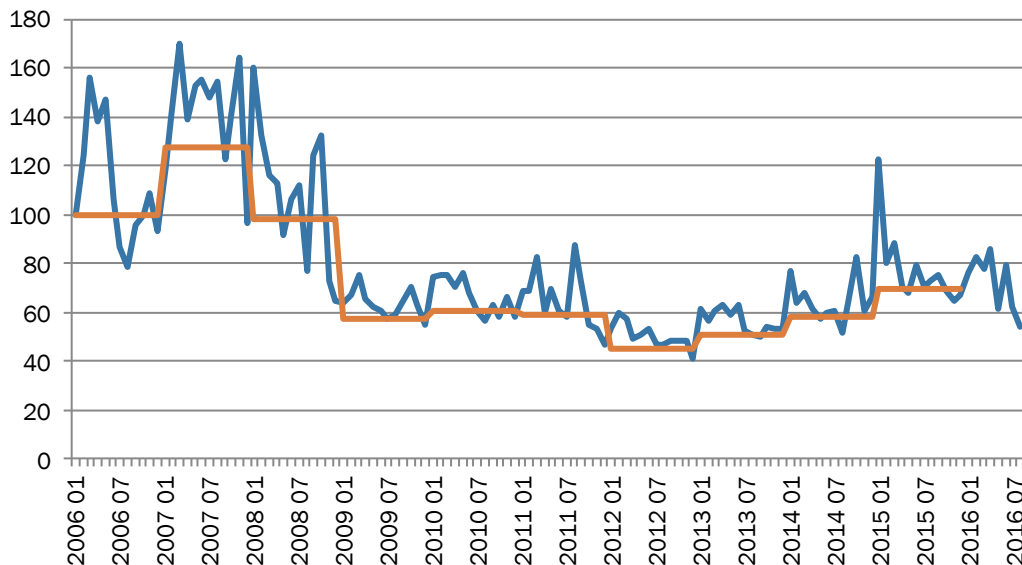
Banques

La politique monétaire actuelle est marquée par un niveau extrêmement bas des taux d'intérêt. Les opérations hypothécaires, qui couvrent une grande partie du volume des crédits, sont particulièrement touchées. Les intérêts hypothécaires ont fortement reculé au cours des années passées. Les intérêts qui sont payés sur les dépôts des clients n'ont pas baissé dans les mêmes proportions. Ce phénomène s'explique par le fait que jusqu'ici les banques hésitent à répercuter les taux négatifs à leurs clients particuliers – de peur de les voir retirer leurs avoirs. Après avoir encore augmenté au premier semestre 2015, les intérêts hypothécaires ont de nouveau baissé depuis lors. Le fait que les intérêts hypothécaires aient davantage baissé que les intérêts sur les dépôts des clients a entraîné un recul des marges d'intérêts et ainsi également une tendance à la baisse de la rentabilité des opérations d'intérêts. Ajoutons à ceci que la forte progression du volume des crédits observée dans les années 2012-2014 s'est depuis ralentie. Mais dans l'ensemble, les recettes ont baissé bien moins fortement que les dépenses, si bien que le résultat des opérations d'intérêts s'est encore accru en 2015.

Le taux négatif appliqué aux avoirs en comptes de virement à la BNS, qui représente un facteur de coûts supplémentaire pour les banques et qui jusqu'ici n'est la plupart du temps répercuté qu'à des clients institutionnels comme les caisses de pensions, vient également diminuer le résultat d'exploitation des banques. Les établissements qui n'exploitent pas pleinement le montant exonéré alloué par la BNS et sur lequel l'intérêt négatif n'est pas prélevé, ont commencé à accepter de l'argent d'autres banques contre commissions.

Du point de vue des banques, les cours boursiers en hausse sont positifs. Le faible niveau des taux d'intérêt a conduit ces dernières années à la perte d'attractivité des placements à taux fixe. En outre, les liquidités sont présentes en abondance du fait de la politique monétaire expansionniste. Ces deux facteurs se conjuguent pour provoquer une demande accrue de titres, à l'exception des titres à taux fixe. Ainsi, les volumes annuels des transactions boursières à la SIX Swiss Exchange pour les années 2013 à 2015 ont toujours été nettement supérieurs aux valeurs des années respectivement précédentes (cf. Fig. 7-2).

Fig. 7-2 Volume de transactions boursières à la SIX Swiss Exchange



Volume de transactions boursières à la SIX Swiss Exchange, janvier 2006 – août 2016
 Ligne bleue: Volume de transactions boursières mensuelles, indice janvier 2006 = 100,
 Ligne orange: Volume de transactions boursières annuelles, indice janvier 2006 = 100,
 Source: SIX Swiss Exchange

Les banques bénéficient de la hausse des bourses via leurs opérations de commissions de deux manières. Premièrement, les cours boursiers en hausse entraînent des augmentations des portefeuilles de titres dans les dépôts des clients, avec pour conséquence une hausse des commissions encaissées ad valorem. Deuxièmement, les commissions encaissées basées sur les transactions augmentent pour les transactions de titres, suite au volume de transactions plus élevé.

Le volume des transactions boursières est néanmoins nettement inférieur au niveau constaté avant l'éclatement de la crise financière. Après une forte croissance dans les années précédentes, l'envolée du Swiss Market Index a été provisoirement stoppée au début de l'année 2016: l'effondrement des actions des grandes banques suisses y a contribué, au même titre que l'évolution négative des cours des groupes pharmaceutiques Novartis et Roche. Au premier semestre 2016, le volume des transactions boursières était ainsi inférieur à sa valeur de l'année précédente.

Les dernières années montrent que les cours boursiers en hausse ne s'accompagnent pas nécessairement d'un meilleur résultat des opérations de commissions: malgré un volume annuel de transactions boursières en hausse à la SIX Swiss Exchange, les banques suisses ont enregistré en 2014 et 2015 un résultat en baisse des opérations de commissions et de prestations de services.

La cause semble être, entre autres, la cherté du franc suisse, qui continue aussi à réduire les recettes des banques dans les transactions avec l'étranger. Les valeurs en dépôt libellées en devises enregistrent, exprimées en francs, des pertes de change, venant diminuer le volume des actifs gérés en francs suisses et ainsi les produits des commissions. De plus, les recettes en devises provenant des transactions avec l'étranger sont souvent à mettre en regard de dépenses en francs.

Des coûts supplémentaires seront engendrés dans les banques dans le cadre des ajustements de la réglementation des marchés financiers. Outre la mise en œuvre de la Loi sur les services financiers (LSFin) – laquelle prévoit notamment, selon l'actuel avant-projet, des obligations d'information et de documentation étendues dans le domaine de la gestion de patrimoine et du conseil en placements, ainsi que de nouveaux critères de formation pour les conseillers clientèle – et l'introduction de l'échange automatique d'informations, il faut aussi citer ici le renforcement des exigences de fonds propres dans le cadre de la réglementation «Too-Big-To-Fail», qui concernent en particulier les grandes banques.

Néanmoins, les projets réglementaires actuels sont aussi porteurs d'opportunités. Ainsi, la Loi sur les services financiers (LSFin), de même que la Loi sur les établissements financiers (LEFin) s'inspirent de la réglementation des marchés financiers existante de l'UE et constituent donc la condition préalable à l'accès non discriminatoire des prestataires financiers suisses au marché intérieur européen. Par ailleurs, une surveillance appropriée est créée pour tous les prestataires financiers à travers la LEFin.

La pression sur les investissements restera élevée. Actuellement, les banques sont de plus en plus concurrencées par les sociétés fintech sur tel ou tel service. D'où la nécessité de développer ses propres innovations. Cela exigera, certes, des dépenses d'investissements supplémentaires, mais devrait aussi contribuer à moyen terme à favoriser les gains de productivité.

Tab. 7-1 Moteurs de développement des banques

	Évolution actuelle
Commissions encaissées	↘
Marge d'intérêts	↘
Demande de crédit	→
Emplois en équivalents plein temps	↘
	Facteurs d'influence pour la suite de l'évolution
Conjoncture générale	→
Régulation	↘
Thématique transfrontalière	→
Évolution des marges	↘
Gains d'efficacité	↗
Hausse des actifs financiers des particuliers	↗

Source: BAKBASEL

Assurances

Les assurances aussi sont fortement concernées par le contexte en matière de politique monétaire. Face à un environnement de taux bas, il est compliqué de trouver des possibilités de placements rentables sans prendre des risques excessifs. Ainsi, les obligations d'État, lequel est considéré comme un emprunteur fiable, enregistrent désormais souvent des rendements négatifs. Les assureurs réagissent à plusieurs reprises, en proposant des taux garantis plus bas. Les assurances vie y perdent en attractivité, si bien qu'il ne faut pas s'attendre à des impulsions côté demande. En revanche, l'évolution dynamique des bourses a des effets positifs sur les résultats d'investissement des assurances, dont profitent principalement les caisses de pensions: en effet, compte tenu des dispositions restrictives en matière de placement, elles peuvent prendre de plus grands risques de placement (quote-part d'actions plus élevée) que les autres assureurs.

À l'opposé, le taux négatif appliqué aux avoirs en comptes de virement à la BNS a entre-temps des répercussions sur le résultat des assureurs. Sont plus particulièrement concernées les caisses de pensions, qui détiennent une partie de leurs avoirs sous forme de liquidités. Les banques facturent désormais les taux négatifs appliqués à ces avoirs aux caisses de pensions, leur occasionnant ainsi des surcoûts élevés.

Les assureurs vie ne peuvent proposer plus que de faibles taux garantis sur les nouveaux contrats, voire pas de taux garantis du tout. De nombreux produits y perdent en attractivité, si bien qu'il ne faut pas s'attendre à des impulsions côté demande dans les assurances vie individuelles. Les assurances vie collectives sont toujours demandées dans le cadre de la prévoyance professionnelle. Néanmoins, le durcissement des exigences réglementaires en matière de capital est un facteur limitant pour l'offre.

La nouvelle hausse récente du nombre d'immatriculations de véhicules motorisés a des effets positifs sur les affaires des assurances dommages. L'augmentation des prix de l'immobilier, quant à elle, se traduit par des primes plus élevées pour les assurances immobilières. En outre, les transactions nationales profitent toujours du levier de la croissance démographique en Suisse, même si la mise en œuvre de l'initiative contre l'immigration de masse demeure un facteur d'incertitude à ce sujet.

Pour les réassureurs qui sont fortement centrés sur les transactions avec l'étranger, le franc fort vient compliquer la situation. De plus, ils subissent actuellement une pression accrue sur les prix, compte tenu de l'abondance de liquidités chez les assureurs directs liée à la politique monétaire expansionniste. Les réassureurs font toutefois partie de ceux qui profitent de l'évolution des marchés de l'assurance dans les pays émergents. Du fait de leur taille importante et de leur présence internationale, les réassureurs sont mieux préparés à assumer certains nouveaux risques internationaux que les assureurs directs, ce qui ouvre de nouveaux champs d'activité.

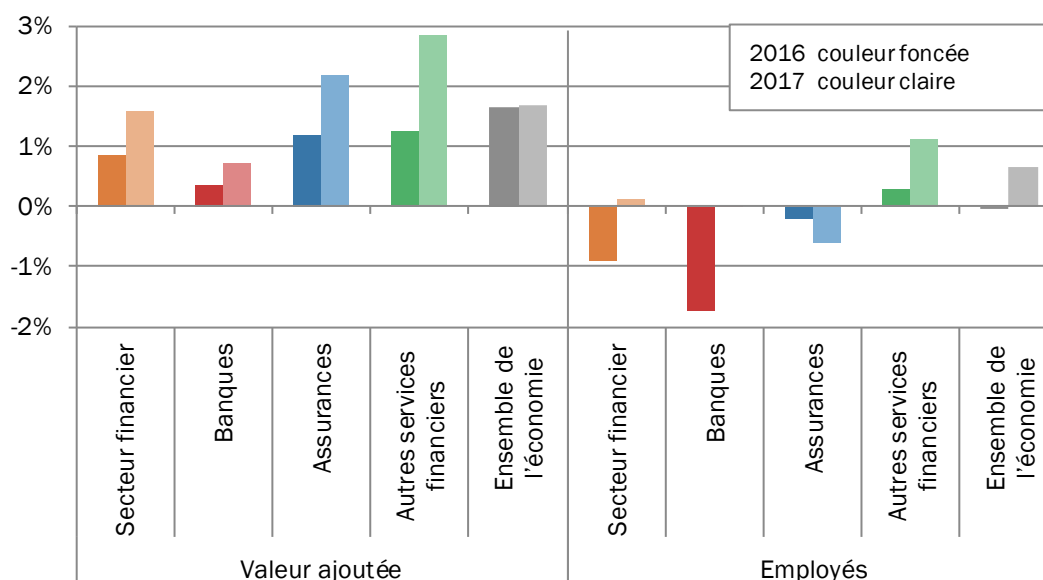
Tab. 7-2 Moteurs de développement des assurances

	Évolution actuelle
Actifs des particuliers	↗
Taux d'intérêt (emprunt)	↘
Emplois en équivalents plein temps	↘
Facteurs d'influence pour la suite de	
Conjoncture générale	→
Taux d'intérêt (long terme)	→
Évolution démographique et immigration	↗
Régulation accrue	↘

Source: BAKBASEL

7.2 Prévisions conjoncturelles 2016/2017

Fig. 7-3 Prévisions de valeur ajoutée réelle et du nombre d'emplois en équivalents plein temps dans le secteur financier



Croissance de la valeur ajoutée brute réelle en %; croissance des emplois en équivalents plein temps en %, 2015-2016

Source: BAKBASEL

Face aux défis que pose l'environnement économique, la valeur ajoutée brute réelle du secteur financier n'enregistrera probablement qu'une croissance réduite en 2016 (+0,8 %), soit en-dessous de la croissance économique globale (+1,6 %). En 2017, la croissance du secteur financier devrait vraisemblablement se redresser quelque peu (+1,6%) – tirée par l'évolution plus positive des assurances et des autres services financiers.

BAKBASEL part du principe que la valeur ajoutée brute réelle du secteur bancaire ne progressera que de façon marginale (+0,3 %) en 2016. Le franc fort continuera de réduire les recettes dans les activités internationales de gestion de patrimoine. En outre, la décision du Brexit a provoqué une nouvelle appréciation du franc, ce qui a pour effet de retarder encore l'éventualité d'une dévaluation. Dans le contexte de

taux bas, les marges d'intérêts restent cantonnées à un faible niveau, venant diminuer la rentabilité des opérations d'intérêts. Pour 2017, la croissance restera ainsi encore à la traîne (+ 0,7 %). Le fort recul de l'emploi observé en 2015 est imputable, entre autres, aux suppressions de postes dans les grandes banques et aux délocalisations à l'étranger. Par exemple, le Credit Suisse a annoncé un plan de suppressions allant jusqu'à 1 600 postes pour l'année en cours.

Dans l'ensemble, BAKBASEL table pour 2016 sur une croissance de la valeur ajoutée brute réelle des assurances de 1,2 %. La dynamique devrait redémarrer les années suivantes (2017: +2,2 %), notamment sous l'effet d'une conjoncture générale plus vigoureuse et d'un cours du franc plus favorable.

Les autres services financiers n'ont pas non plus réussi à réitérer la forte croissance des années 2012 à 2014 (2016: +1,2 %, 2017: +2,8 %). On s'attend cependant à ce qu'ils progressent dans l'ensemble un peu plus fortement que la totalité du secteur financier – également grâce à de nouvelles externalisations des banques et des assurances au profit de cette branche.

7.3 Perspectives à l'horizon 2026

Banques

Les mutations actuelles que connaît le secteur bancaire – en particulier la numérisation et l'industrialisation – entraîneront à moyen et long terme des gains de productivité. D'autres élans de croissance viendront en outre de la croissance de l'économie suisse en général, de la hausse des actifs et de la croissance démographique vraisemblablement continue.

La suite de l'évolution dépendra notamment de la future demande de services bancaires par les clients étrangers. À cet égard, un accès non discriminatoire au marché de l'UE par rapport aux opérateurs financiers installés en Europe revêt une importance particulière. Jusqu'à présent, cet accès auquel aspire la Suisse n'existe pas. La condition préalable est qu'il y ait une équivalence avec l'UE en matière de régulation des marchés financiers dans les domaines où elle est prévue par l'UE. C'est pourquoi la Loi sur les services financiers (LSFin), par exemple, s'inspire de la réglementation européenne. BAKBASEL y voit de bonnes chances pour que puisse être clarifié dans les années à venir le flou juridique régnant dans les activités transfrontalières avec l'UE. L'instauration de conditions cadres plus stables par la suite devrait profiter aux opérations internationales de gestion de patrimoine. La stabilité économique, la monnaie forte et le personnel hautement qualifié de la Suisse continueront à rendre la gestion de patrimoine suisse attractive, ce qui donnera à la place financière suisse de bons atouts pour maintenir sa position dans la concurrence internationale.

Il est encore trop tôt pour savoir quelle sera l'influence des start-ups fintech sur le secteur financier. Le concept de fintech regroupe certaines technologies qui ont un vrai potentiel de rupture. Par exemple, la technologie blockchain autorise des transactions de fonds ou de titres, sans nécessiter l'intervention d'une instance centrale et fiable. Les solutions robo-advisor calculent des recommandations de placement automatisées, en complète rupture avec l'activité de gestion de patrimoine traditionnelle. Les plates-formes de distribution et de comparaison en ligne pourraient instaurer

rer de grands changements dans la façon dont se déroule la coordination des flux de trésorerie.

Le fait que les clients fassent majoritairement preuve d'un certain conservatisme sur les questions d'argent et soient sceptiques à l'égard de nouveaux acteurs ne plaide pas en faveur des profondes mutations du secteur financier suisse. Actuellement, ce sont les banques qui détiennent cet accès aux clients. C'est pourquoi de nombreuses start-ups pourraient bien être contraintes de trouver des partenaires de coopération parmi les opérateurs financiers établis pour atteindre le client final. Les banques aussi pourraient profiter de tels partenariats, par exemple sous la forme de diffusion de connaissances et/ou de processus plus efficaces.

Selon les prévisions, la valeur ajoutée brute du secteur bancaire n'augmentera plus aussi fortement dans les années à venir que ce fut le cas avant la crise et dans les années 90. BAKBASEL estime qu'avec 1,8 % par an en moyenne, les taux de croissance du secteur bancaire sur l'ensemble de la période 2016-2026 correspondront plus ou moins à ceux de l'ensemble de l'économie (+1,7 % p.a.).

Les gains d'efficacité et de productivité se traduiront cependant par une progression future moins élevée du nombre de postes en équivalents plein temps. Pour la période 2016-2026, BAKBASEL table sur une croissance du nombre de postes en équivalents plein temps dans les banques de 0,3 % par an. Les banques sont ainsi en-deçà de l'expansion de l'ensemble de l'économie (+0,6 % p.a.).

La transformation structurelle du secteur bancaire constitue un facteur de risque pour les prévisions. Il est difficile de prévoir à quel point l'ouverture de la chaîne de création de valeur dans le secteur bancaire s'accompagnera d'externalisations vers d'autres branches (par exemple les autres services ou les technologies de l'information). Avec de telles externalisations, la valeur ajoutée directe et le nombre d'employés directs des banques s'en verraient diminués. En revanche, les interdépendances augmenteraient et les effets indirects sur la valeur ajoutée et l'emploi progresseraient.

Assurances

Dans les assurances, on s'attend à une croissance légèrement supérieure à la moyenne par rapport à l'évolution de l'ensemble de l'économie pour la période 2016-2026 (+2,1 % p.a.). La croissance démographique qui devrait persister créera une demande supplémentaire sur le marché domestique par ailleurs assez saturé. La dynamique de l'ensemble de l'économie fait croître les revenus et les actifs des acteurs privés, et ce faisant aussi les primes encaissées. Ce sont surtout les assurances accidents/dommages et les caisses-maladie qui en profitent.

Les assurances vie devront vraisemblablement composer plus longtemps avec l'environnement de taux bas. Les rendements plus faibles qui en découlent sur les produits d'assurance vie entraînent une évolution timide de la demande. A contrario, les incertitudes relatives au financement de la prévoyance publique pourraient avoir des effets.

La réassurance continuera probablement à profiter de l'évolution positive des pays émergents et de la dynamique du reste de l'économie mondiale. En outre, les réassu-

reurs sont mieux préparés à assumer certains nouveaux risques internationaux que les assureurs directs, ce qui ouvre de nouveaux champs d'activité.

BAKBASEL table à long terme sur un recul des emplois en équivalents plein temps dans les assurances (2016-2026: -0,4 % p.a.). Les progrès de la numérisation et la standardisation des processus métier dans les assurances devraient engendrer des gains de productivité qui dépasseront l'évolution côté demande. En outre, on s'attend à de nouvelles externalisations vers d'autres branches. BAKBASEL prévoit ainsi un accroissement continu des effectifs des autres services financiers.

Tab. 7-3 Tendances du secteur financier

		2016	2017	2018-2021	2021-2026
Valeur ajoutée	Secteur financier	0.8%	1.6%	2.3%	2.1%
	Banques	0.3%	0.7%	1.9%	2.1%
	Assurances	1.2%	2.2%	2.2%	2.0%
	Autres serv. fin.	1.2%	2.8%	3.4%	2.6%
	Ensemble de l'économie	1.6%	1.7%	1.6%	1.7%
Actifs	Secteur financier	-0.9%	0.1%	0.5%	0.3%
	Banques	-1.7%	0.0%	0.4%	0.2%
	Assurances	-0.2%	-0.6%	-0.5%	-0.3%
	Autres serv. fin.	0.3%	1.1%	1.7%	1.1%
	Ensemble de l'économie	0.0%	0.7%	0.6%	0.4%

Taux de croissance annuel moyen de la valeur ajoutée brute réelle et des équivalents plein temps en %
Source: BAKBASEL

8 Résumé

Fonction infrastructurelle du secteur financier

Le système financier, composé des marchés financiers et des intermédiaires financiers, est une condition préalable essentielle au fonctionnement effectif et efficace des activités économiques. Les intermédiaires financiers fournissent des capitaux à la société et à l'économie et assument des risques. En 2015 par exemple, les banques ont octroyé à l'économie suisse des crédits d'un montant égal à deux fois son PIB. Les assurances vie privées gèrent des rentes et des sommes assurées également équivalentes au double du PIB. Avec les assurances accidents/dommages, elles ont effectué des versements qui, répartis sur la population, correspondent à un salaire mensuel moyen par personne. Ces deux fonctions rendent possibles le développement économique et les investissements, qui ne pourraient pas avoir lieu sans intermédiaires financiers ou seulement au prix de frais de transaction beaucoup plus élevés. De plus, les intermédiaires financiers assument des fonctions dont une économie moderne ne saurait guère se passer. C'est le cas par exemple du traitement du trafic des paiements ou de l'accumulation de capital.

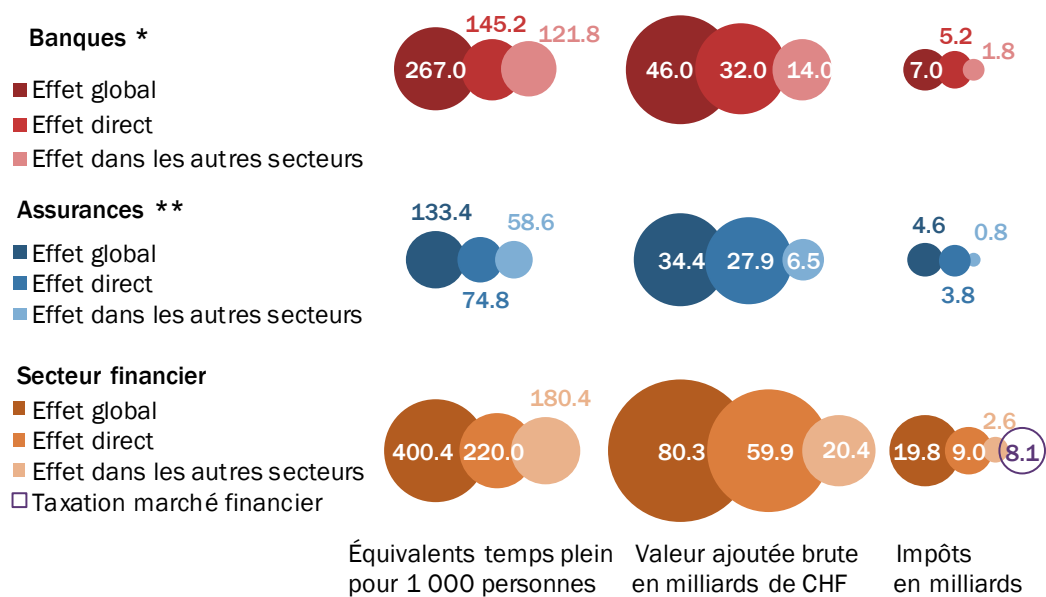
Importance économique

Outre ces fonctions générales du système financier, le secteur financier assure une part non négligeable des performances économiques de la Suisse et contribue donc largement à la prospérité du pays. En 2015, le secteur financier suisse a produit 59,9 milliards de CHF de valeur ajoutée brute et employé environ 220 000 personnes (en équivalents plein temps, EPT). Outre les banques historiquement fortement représentées, les assurances et les autres services financiers jouent également un rôle important dans le secteur financier suisse en lui offrant une bonne diversification en comparaison internationale.

Cependant, le poids économique du secteur financier ne se manifeste pas uniquement dans sa valeur ajoutée directe et dans l'emploi. L'importance économique effective du secteur financier est sous-estimée du fait d'une telle approche partielle. D'une part, la demande en matière de prestations préalables suscite d'autres effets indirects sur la valeur ajoutée dans d'autres secteurs. D'autre part, les revenus supérieurs à la moyenne pratiqués dans le secteur financier bénéficient également à d'autres branches de l'économie suisse (surtout orientées vers le marché domestique), sous la forme de dépenses de consommation privée des employés.

Une analyse d'impact macroéconomique montre l'importance effective du secteur financier pour l'économie suisse. Elle conclut qu'une valeur ajoutée totale de 80,3 milliards de CHF par an est liée à l'activité économique du secteur financier. Cela correspond à 12,9 % de la valeur ajoutée brute de l'ensemble de l'économie. Quelque 9,9 % des emplois de l'ensemble de l'économie (506 000 personnes) en Suisse y sont liés. En tenant compte du système de temps partiel, un emploi sur dix dépend de l'activité économique du secteur financier (en valeur absolue: 400 000 équivalents plein temps).

Fig. 8-1 Importance économique et fiscale du secteur financier en 2015



Écarts d'arrondis possibles.

*Banques y compris les services financiers proches des banques

** Assurances y compris les services proches des assurances

Source: BAKBASEL

Tab. 8-1 Importance économique et fiscale du secteur financier en 2015

	Effet économiques			Coeff. Multiplicateur
	direct	Dans les autres secteurs	Total	
Valeur ajoutée brute [milliards de CHF]	59.9	20.4	80.3	1.3
dont banques	32.0	14.0	46.0	1.4
dont assurances	27.9	6.5	34.4	1.2
Emplois [1000 ETP]	220.0	180.4	400.4	1.8
dont banques	145.2	121.8	267.0	1.8
dont assurances	74.8	58.6	133.4	1.8
Employés [1000 personnes]	255.2	250.4	505.6	2.0
dont banques	167.3	168.1	335.4	2.0
dont assurances	87.9	82.3	170.2	1.9
	Effets fiscaux			
	Impôts directs	Impôts indirects	Total	
Impôts [millions des CHF]	11.6	8.1	19.8	

Écarts d'arrondis possibles.

Source: BAKBASEL

Évolution sur les 20 dernières années

Sur la période 1995-2015, le secteur financier a progressé nettement plus fortement que l'ensemble de l'économie. Alors qu'en 2015 l'ensemble de l'économie est en hausse de 41,2 % par rapport à deux décennies auparavant, le secteur financier a lui progressé de 85,8 %. Les assurances ont largement contribué à cette évolution: en 2015, la valeur ajoutée des assureurs a plus que doublé par rapport à 20 ans auparavant. Les banques aussi ont contribué à la croissance du secteur financier, mais le repli de la valeur ajoutée dans les années 2007-2009 les ont néanmoins largement freinées dans leur dynamique d'expansion. En 2015, la valeur ajoutée des banques reste encore inférieure à son niveau d'avant la crise. Les difficultés du contexte économique actuel ne font que retarder davantage le processus de redressement.

Au cours des 20 dernières années, le nombre d'employés du secteur financier s'est développé au même rythme que celui de l'ensemble de l'économie, augmentant de 0,8 % par an en moyenne. Ces sont les autres services financiers qui ont enregistré la plus forte hausse d'effectifs. Dans les banques, la croissance de l'emploi a été légèrement inférieure à la moyenne de l'économie dans son ensemble, tandis que les assurances ont même supprimé des emplois. À cet égard, le secteur des autres services financiers a tiré profit des externalisations opérées par les assurances et les banques. Il semble que cette tendance se soit poursuivie ces dernières années, d'autant plus qu'une majorité des sociétés fintech indépendantes devraient relever du secteur des autres services financiers.

Évolution sur les dix prochaines années

Le secteur financier est actuellement en prise avec un environnement économique qui ne manque pas de défis. Le contexte de taux bas, le taux négatif appliqué aux avoirs en comptes de virement à la BNS et le cours du franc défavorable aux transactions avec l'étranger réduisent les marges, au même titre que l'ajustement de la réglementation suisse des marchés financiers qui reste à finaliser.

Les mutations actuellement à l'œuvre dans le secteur financier – en particulier l'industrialisation et la numérisation – entraîneront des gains de productivité à moyen et long terme. Des élans de croissance supplémentaires viendront de la croissance de l'économie suisse en général, de la hausse des actifs et de la croissance démographique vraisemblablement continue. Dans l'ensemble, BAKBASEL table sur une croissance du secteur financier de 2,1 % par an en moyenne entre 2016 et 2026, soit supérieure à celle de l'économie globale (+1,7 % p.a.).

Pour autant, l'évolution future offre un tableau contrasté selon les branches. Les banques demeurent absorbées par la réorientation de leur modèle économique, ce qui freine le développement de la valeur ajoutée et du nombre d'employés. Les assurances et les autres services financiers devraient enregistrer une croissance supérieure. Compte tenu d'une tendance persistante à l'externalisation en faveur des autres services financiers, ces derniers procéderont sans doute aussi à une hausse de leurs effectifs supérieure à la moyenne.

9 Annexe

Tab. 9-1 Délimitation du secteur financier

Banques

Banque nationale suisse	Autres banques
Institutions au champ d'activité particulier	Autres établissements de crédit (hors établissements de crédit spéciaux)
Banques cantonales	Holdings financières
Grandes banques	Autres holdings
Banques régionales et caisses d'épargne	Fonds fiduciaires et autres et établissements financiers similaires
Banques Raiffeisen	Établissements de crédit-bail
Banques commerciales	Établissements de microcrédit
Banques opérant en bourse	Autres établissements de crédit spéciaux
Banques sous contrôle étranger	Sociétés d'investissement
Filiales de banques étrangères	Trésorerie au sein d'un groupe d'entreprises
Banquiers privés	Autres établissements de financement

Assurances

Autres services financiers

Assurances vie	Services financiers proches des banques
Assurance accidents (SUVA)	<i>Bourses de valeurs mobilières et marchandises</i>
Assurance accidents et dommages	<i>Négoce de valeurs mobilières et marchandises</i>
Caisses-maladie	<i>Autres activités liées aux services financiers</i>
Autres assurances (sans sécurité sociale obligatoire)	<i>Direction de fonds</i>
Réassurance	<i>Gestion de fonds</i>
Caisses de pensions et fonds de pensions	Services financiers proches des assurances
	<i>Estimation des risques et des dommages</i>
	<i>Activité des courtiers en assurances</i>
	<i>Caisses de compensation</i>
	<i>Autres activités liées aux services d'assurances et aux caisses de pensions</i>

Source: OFS

Tab. 9-2 Structure du secteur financier

	Valeur ajoutée	Part dans le secteur financier	Part dans l'ensemble de l'économie	Emplois en équivalents plein temps	Part dans le secteur financier	Part dans l'ensemble de l'économie
Secteur financier	59'907	100.0%	9.6%	219'974	100%	5.5%
Banques	25'939	43.3%	4.4%	117'725	54%	3.0%
Assurances	25'763	43.0%	3.9%	52'919	24%	1.3%
Autres services financiers	8'205	13.7%	1.3%	49'329	22%	1.2%

Valeur ajoutée en millions de CHF, nombre d'emplois en équivalents plein temps, parts dans le secteur financier en %, 2015

Écarts d'arrondis possibles

Source: BAKBASEL

Tab. 9-3 Structure des banques

	Part
Banque nationale suisse	0.7%
Institutions au champ d'activité particulier	0.3%
Banques cantonales	14.9%
Grandes banques	31.5%
Banques régionales et caisses d'épargne	3.5%
Banques Raiffeisen	7.2%
Banques commerciales	0.0%
Banques opérant en bourse	10.4%
Banques sous contrôle étranger	15.2%
Filiales de banques étrangères	0.8%
Banquiers privés	1.0%
Autres banques	3.2%
Autres établissements de crédit (hors établissements de crédit spéciaux) n.c.a.	3.0%
Holdings financières	0.1%
Autres holdings	1.4%
Fonds fiduciaires et autres et établissements financiers similaires	0.3%
Établissements de crédit-bail	0.8%
Établissements de microcrédit	0.0%
Autres établissements de crédit spéciaux	0.9%
Sociétés d'investissement	3.9%
Trésorerie au sein d'un groupe d'entreprises	0.3%
Autres établissements de financement n.c.a.	0.5%

Part du nombre d'équivalents temps plein des sous-secteurs dans le total du secteur «Banques» en %, 2013

Sur fond gris: établissements de crédit

Écarts d'arrondis possibles

Source: OFS

Tab. 9-4 Structure des assurances

	Part
Assurances vie	6.5%
Assurance accidents (SUVA)	6.8%
Assurance accidents et dommages	44.0%
Caisses-maladie	26.9%
Autres assurances (sans sécurité sociale obligatoire) n.c.a.	2.1%
Réassurance	7.8%
Caisses de pensions et fonds de pensions	5.9%

Part du nombre d'équivalents plein temps des sous-secteurs dans le total du secteur «Assurances» en %, 2013

Sur fond gris: assurances privées

Écarts d'arrondis possibles

Source: OFS

Tab. 9-5 Structure des autres services financiers

	Part
Services financiers proches des banques	55.7%
<i>Bourses de valeurs mobilières et marchandises</i>	1.6%
<i>Négoce de valeurs mobilières et marchandises</i>	4.6%
<i>Autres activités liées aux services financiers</i>	19.4%
<i>Direction de fonds</i>	2.1%
<i>Gestion de fonds</i>	27.9%
Services financiers proches des assurances	44.3%
<i>Estimation des risques et des dommages</i>	1.4%
<i>Activité des courtiers en assurances</i>	29.9%
<i>Caisses de compensation</i>	9.7%
<i>Autres activités liées aux services d'assurances et aux caisses de pensions n.c.a.</i>	3.3%

Part du nombre d'équivalents plein temps des sous-secteurs dans le total du secteur des autres services financiers en %, 2013

Écarts d'arrondis possibles

Source: OFS

BAKBASEL est un institut indépendant de recherche économique. Depuis 36 ans, il conjugue l'analyse empirique scientifiquement fondée et sa mise en œuvre pratique.

www.bakbasel.com